

# Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE (Fondé en 1895 par Sébastien Faure et Louise Michel)

ADMINISTRATION-RÉDACTION : 2, Rue de Bondy — PARIS 10<sup>e</sup> — Téléphone : BOTzaris 68-27. (Métro : Porte St-Martin)

## Sur le corps meurtri de l'Espagne...

La chute de Téruel illustre tragiquement l'effroyable situation où se trouve l'Espagne antifasciste isolée au milieu du monde capitaliste, comme le cerf au milieu de la meute.

Les flots de sang répandus par l'armée populaire, composée exclusivement de prolétaires, n'auront donc servi à rien ! Franco, aidé par ses alliés, fascistes démontre que mieux vaut de bons canons, de puissants avions, des munitions innombrables, que l'héroïsme de tout un peuple qui lutte pour son droit à la vie, mais qui n'a pour soutien que l'héroïsme des mains vides ou à peu près.

Pauvre Espagne ! Quelle proie pour les vautours impérialistes de toutes couleurs ! Chacun, de son bec, déchire son corps pantelant.

Etats totalitaires ou nations démocratiques, chacun, à sa manière, se choisit un morceau.

Hitler déclare qu'il ne saurait tolérer que l'Espagne ouvrière soit maîtresse de son destin dans le même temps d'ailleurs où il invoque pour sa politique, la thèse wilsonienne du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes !

Ne parlons que pour mémoire de Mussolini dont les griffes sont depuis dix-huit mois implantées au plus profond de la chair espagnole.

Ce qui est plus scandaleux encore, c'est l'odieuse hypocrisie des Etats dits démocratiques qui, à leur façon, s'apprêtent également à dépecer la péninsule.

### EN RÉPONSE A TROTSKY ET A QUELQUES AUTRES

## L'opportunisme de la C.N.T. sauvegarde de l'avenir révolutionnaire

Les événements d'Espagne ne se sont pas déroulés comme nous pouvions l'espérer dès le début. Les défaites se sont succédées. Il ne s'agissait pas pour nos amis de la C. N. T., F. A. I. de rompre le front antifasciste, mais bien de le resserrer davantage. Vaincre, il fallait vaincre, et pour cela il fallait des armes. Où se procurer des armes ?...

En Espagne, les usines spécialisées à cette fabrication étaient trop peu nombreuses et insuffisamment outillées. A l'étranger... mais les puissances démocratiques, et l'Angleterre en particulier, tremblaient devant le développement de la révolution pour les immenses capitaux investis en Espagne, elles refusaient même de livrer les commandes passées ayant le 19 juillet.

Et ceux qui reprochent à nos camarades de ne pas avoir pris tout le pouvoir, pensent-ils à cela ?... Qui donc oserait soutenir que des armes auraient été vendues, même payées en or, à la C. N. T., F. A. I. par les puissances démocratiques et même par Moscou — et sa politique en Espagne le prouve — n'aurait pas vendu d'armes à la révolution libertaire.

Nos camarades avaient compris cette situation. De plus, ils savaient que le mouvement anarchiste international ne pourrait leur apporter qu'une aide insuffisante. Ils ne pensaient pas, malgré tout, que le sectarisme de certains les entraînerait à leur porter plus de coups que d'aide. Ils ne pouvaient pas compter sur l'aide du prolétariat international qui est complètement sous la férule des partis marxistes, adversaires d'une révolution libertaire.

Cette tragique situation les amena donc à faire des concessions. Ils tolérèrent donc pour la face du monde le gouvernement Companys. Ils restèrent dans l'ombre, pour permettre au gouvernement républicain d'acheter des armes. Et cela eut comme résultat que les armes russes arrivèrent juste pour empêcher Franco de s'emparer de Madrid. Armes payées en or, armes constitutives à des concessions politiques dont la C. N. T. connaît le prix, c'est incontestable, mais armes qui étaient indispensables, armes qui n'ont été données qu'au compte-gouttes aux colonies confédérées, mais qui tout de même ont permis de résister pendant de nombreux mois devant Madrid. Et armes que n'aurait jamais reçues la C. N. T., si elle avait eu toute la direction des affaires.

Le couteau sur la gorge, nos camarades ont fait des concessions, ils les ont faites parce qu'ils ne pouvaient pas, en révolutionnaires conséquents, faire autrement. Pour eux ces concessions étaient une question de vie ou de mort, pour le prolétariat libertaire, pour la révolution espagnole.

Les récents événements politiques d'Angleterre sont à cet égard fort significatifs. Les cuisiniers n'étaient pas d'accord sur la façon de préparer la sauce à laquelle le peuple espagnol doit être mangé.

D'Eden à Chamberlain la différence n'est que dans la forme. Il s'agit seulement de savoir comment l'Espagne pourra servir de compromis pour sauvegarder les intérêts de l'Empire.

Quant à la France du Front populaire, ce sont des mobiles identiques qui guident sa politique.

L'ombre portée de Staline sur l'Espagne assombrit le problème juste assez pour permettre aux Etats totalitaires de justifier leur ingérence. Elle n'est pas suffisante pour les faire reculer.

Ce qui est lamentable, c'est de voir que dans chaque pays, le prolétariat est incapable de dissocier ses intérêts internationaux de ceux de ses maîtres.

C'est en leur parlant de leurs frontières menacées qu'on émeut les ouvriers de ce pays ! De l'autre côté des Pyrénées le prolétariat a tenté, d'instaurer à la faveur de la lutte un monde nouveau. Considération secondaire...

Ce qui compte, pour nos dirigeants « ouvriers » c'est de libérer la frontière pyrénéenne et la liberté des communications avec les colonies. Le reste ils s'en foutent.

Cependant, la C.G.T. est « forte » de cinq millions d'adhérents. Ces cinq millions de prolétaires vont-ils continuer à se contenter de lever le poing en cadence en chantant l'*Internationale* et, de préférence la *Marseillaise* ?

Vote internationalisme, ouvriers, qu'en avez-vous fait ?

De l'autre côté des Pyrénées, vos frères crient à l'aide. Ne serez-vous capables de réaliser l'union sacrée avec vos exploiteurs comme tous vos maîtres vous en conjurent ?

Ne jetterez-vous pas dans la balance le poids de votre force autonome pour venir au secours de l'Espagne ? Continuez-vous à laisser peser sur elle le blocus qui l'étrangle ?

Lire en 3<sup>e</sup> page : La réponse de la C.N.T. à l'U.G.T.

PLAN D'ÉTUDES REVOLUTIONNAIRES par Max STEPHEN.

## DEVONS-NOUS GRAISSEUR NOS BOTTES ?

En dépit du décorum de l'Opéra Kroll et du discours de trois heures qu'y a prononcé le Führer, nous pensons que l'intérêt politique de cette semaine n'est pas à Berlin. Les paroles s'envoient. Celles qu'a prononcées Hitler n'ont d'ailleurs rien qui puisse nous surprendre si on les dépouille de toute la littérature de propagande. Nos journalistes auront beau pousser des cris de terreur et des gémissements scandalisés, ils n'arriveront pas à nous émouvoir.

Bien autrement grave que ce spectacle, aujourd'hui banal, est la partie qui se joue actuellement à Londres. Sans vouloir le moins du monde forcer la note, mais en pesant au contraire tous ses mots, on peut dire que le sort de la paix se joue dans ces délibérations dramatiques du cabinet anglais. Il convient que chacun s'en persuade puisque, par la démission de la classe ouvrière mondiale, le destin du monde se trouve remis entre les mains des hommes politiques. Ceux-ci inclinent-ils à la prudence, et nous bénéficierons d'un nouveau sursis. Voudront-ils, au contraire, raidis dans une volonté de ne pas céder quoi qu'il advienne, risquer la carte qu'on ne reprend pas, celle qui vous enrichit (quel enrichissement !) ou qui vous ruine, et il nous faudra bien laisser passer la guerre dont la plupart des hommes acceptent déjà l'éventualité, honteusement, dans leur cœur.

Enfin quelle différence à faire entre l'anarchiste, le « terroriste » abattant un tyran en faisant face à la meute, et les vulgaires assassins des frères Rosseli, se dégonflant piteusement, et rejetant les uns sur les autres la responsabilité de leur tuerie. Quelle différence encore entre l'attitude de nos martyrs, de Chicago et d'ailleurs, se dressant devant leurs juges, non pas en accusés mais en accusateurs, et ces pantins grotesques, « ventres dorés » de la finance ou du « pneumatique », pleurant des faveurs en se réclamant de leurs rôles de « boucher principal » dans l'assassinat collectif de 1914.

La « marmite », a changé de mains ! Les « honnêtes gens » de la bourgeoisie, les Pozzo, Duseigneur et Cie, manient ou font manier la bombe, comme de « vulgaires anarchistes ». Avec cette différence cependant : c'est que nos camarades de la « période héroïque », firent couragusement le sacrifice de leur vie et revendiquèrent hautement la responsabilité de leurs actes.

Quel contraste entre l'attitude d'un Emile Henry déclarant à ses juges que tout acte de révolte était un acte de légitime défense contre le régime capitaliste, et l'attitude de lâcheté observée par Deloncle ou les sous-Méténier de la Cagoule.

Quelle différence à faire entre l'anarchiste, le « terroriste » abattant un tyran en faisant face à la meute, et les vulgaires assassins des frères Rosseli, se dégonflant piteusement, et rejetant les uns sur les autres la responsabilité de leur tuerie. Quelle différence encore entre l'attitude de nos martyrs, de Chicago et d'ailleurs, se dressant devant leurs juges, non pas en accusés mais en accusateurs, et ces pantins grotesques, « ventres dorés » de la finance ou du « pneumatique », pleurant des faveurs en se réclamant de leurs rôles de « boucher principal » dans l'assassinat collectif de 1914.

Enfin quelle différence à faire aussi entre l'attitude de notre Bonne Louise, crachant son mépris à la face des bourreaux versaillais

## LANCEURS DE BOMBES !

Le « marmite », a changé de mains ! Les « honnêtes gens » de la bourgeoisie, les Pozzo, Duseigneur et Cie, manient ou font manier la bombe, comme de « vulgaires anarchistes ». Avec cette différence cependant : c'est que nos camarades de la « période héroïque », firent couragusement le sacrifice de leur vie et revendiquèrent hautement la responsabilité de leurs actes.

Quel contraste entre l'attitude d'un Emile Henry déclarant à ses juges que tout acte de révolte était un acte de légitime défense contre le régime capitaliste, et l'attitude de lâcheté observée par Deloncle ou les sous-Méténier de la Cagoule.

Quelle différence à faire entre l'anarchiste, le « terroriste » abattant un tyran en faisant face à la meute, et les vulgaires assassins des frères Rosseli, se dégonflant piteusement, et rejetant les uns sur les autres la responsabilité de leur tuerie.

Quelle différence encore entre l'attitude de nos martyrs, de Chicago et d'ailleurs, se dressant devant leurs juges, non pas en accusés mais en accusateurs, et ces pantins grotesques, « ventres dorés » de la finance ou du « pneumatique », pleurant des faveurs en se réclamant de leurs rôles de « boucher principal » dans l'assassinat collectif de 1914.

Enfin quelle différence à faire aussi entre l'attitude de notre Bonne Louise, crachant son mépris à la face des bourreaux versaillais

## L'ACTION DIRECTE

par Sébastien FAURE

Il n'est pas douteux que les élections législatives de 1936, la victoire du Front Populaire et la prise de possession du Pouvoir par un Ministère à majorité et à direction socialistes ont, à l'origine, suscité dans la France entière — syndicalistes révolutionnaires et anarchistes exceptés — une émotion très vive et une violente agitation.

Ce fut, dans les milieux capitalistes, une panique insensée et, dans la classe ouvrière, une explosion d'espérance délivrante.

Et, sous la pression de cette folle effervescence, soufflant ici le brûlant et là le glacial, ce fut une sorte d'affolement général.

Cet affolement fut porté à son comble par un vaste mouvement de grèves n'entrant pas, comme à l'habitude, l'abandon des lieux du travail, mais, tout au

contraire, leur occupation jour et nuit. Lumineuses, indiscutables, la signification et la portée de ces « grèves sur le tas » étaient, à n'en point douter, cellées-ci.

« Nous sommes las de l'existence qui nous est faite. Nous en avons assez des conditions de travail qui nous sont imposées. Nous voulons et il faut que cela change.

« Nos revendications sont connues : relèvement sensible et général des salaires, semaine de quarante heures, délégués du personnel, contrats collectifs, congés payés, etc...

« Nous en saisissons directement nos patrons et directeurs et les pouvoirs publics. Nous sommes fatigués du mauvais vouloir manifeste des uns et des lenteurs et ajournements hypocrites des autres.

« Notre patience est à bout. Nous exi-

geons des décisions fermes et immédiates. Nous ne quitterons les lieux où nous avons coutume de travailler qu'après avoir obtenu pleine et entière satisfaction.

« Nous n'avons plus confiance qu'en nous-mêmes. Nous ne comptons désormais que sur nous, sur la puissance de notre nombre et sur la force de notre inébranlable volonté. »

Depuis longtemps, dirigeants et possédants n'avaient pas entendu une déclaration aussi nette. Jamais capitalistes et gouvernements ne s'étaient trouvés en face d'une attitude aussi résolue.

Pour ces gens ayant l'habitude de parler en maîtres absolus à la foule passivement soumis à leurs exigences, c'était l'ACTION DIRECTE DANS TOUTE SON HORREUR !

(Voir la suite en 6<sup>e</sup> page)

## POUR OUVRIR LES PRISONS AUX ANTIFASCISTES...

### LE MEETING de la S.I.A. A ÉTÉ UN SUCCÈS IMMENSE



Une vue de la salle Japy pendant le meeting. (Voir en 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> pages le compte rendu.)

R. FREMONT.

(Voir la suite en 6<sup>e</sup> page)

lais en revendiquant fièrement d'avoir été une « pétrolière » et réclamant pour celle seule la responsabilité de la révolte du peuple, et la position prise aujourd'hui par les chefs du fascisme français, qui renient leurs propres adhérents, par courroux et par intérêt personnel. C'est d'ailleurs assez naturel, car l'idéal de ces messieurs n'est calculé que sur la grosseur du portefeuille.

Et maintenant observons également la différence entre les bouteurs de crâne d'aujourd'hui et ceux d'hier.

La grande presse de nos jours ne veut pas prendre au sérieux l'affaire de la casse.

Quant aux dépôts d'armes, c'est tout bonnement l'œuvre de « collectionneurs » n'est-ce pas ? inoffensifs naturellement ! simple distraction d'amateurs. Que l'on découvre des centaines de fusils dans les repaires fascistes, cela est sans importance, car ce « game » permet tout juste de faire pénétrer Duseigneur à la maison de santé « Durand ».

Mais que l'on trouve un fusil et un pistolet chez notre ami Léger, ça c'est une affaire sérieuse, et ça vaut une « villégiature de treize mois à la prison de Fresnes. Et vive le « souffle républicain », messieurs...

Enfin la bombe est à l'ordre du jour ! Elle fut déjà pendant la « période héroïque » où de nombreux compagnons marchèrent à la guillotine. D'autres amis, considérés par la bourgeoisie comme des « complices moraux » des « exécutants », furent odieusement traqués et expédiés au bagne sans le plus petit délit. Leur crime ? Ils étaient anarchistes !...

Puis vient la guerre de 1914 et la bombe fut déclarée « d'utilité publique ».

Hier quand un terroriste démolissait un pan de mur, c'était la guillotine, ou les travaux forcés. Aujourd'hui changement à vue : pour la civilisation : des bombes, et encore des bombes. Et plus il y a d'enfants et de vieillards assassinés, plus les bras des exécutants seront remplis de gâtons, et leurs poitrines d'honnêtes hommes « chargés de décos » Comprenez qui pourra ! C'est-à-dire que nous, nous comprenons très bien...

Aujourd'hui les cagoulards qui sont tous des gens du milieu... bien élevés (la plupart sont de deux chrétiens) emmagasinent dans leurs châteaux, entre leur « livre de messe » et leur chapelet » des centaines de ces précieux engins, bombes, grenades, etc., qui doivent certainement servir pour le jour du sacre de la « réconciliation ».

Voilà compagnon, pourquoi, j'ai écrit plus haut la « marmite » a changé de de mains, et pour des buts bien différents ! car en effet nos amis ne faisaient que répondre à la féroce répression bourgeoisie, quand ils se lancèrent dans la propagande par le fait. Tandis que les « lanceurs de bombes » d'aujourd'hui qui sont des repus, le font pour mieux asseoir leur domination et plonger les peuples dans un régime effroyable de dictature.

Compagnons, pour éviter cela comptons plus sur nous-mêmes que sur nos gouvernements de front populaire.

PIERRE LE MEILLEUR.

## Parler au peuple !

C'est ce que le rédacteur d'un quotidien radical de l'Ouest voudrait que fussent les représentants des partis démocratiques, dans toutes les réunions publiques, dans les usines et sur les chantiers, pour démasquer les démagogues de la révolution et inviter les ouvriers à se battre patriolement à être moins prétentieux et à travailler davantage. Il s'agit de demander au peuple de faire des sacrifices, de très grands sacrifices pour alimenter ce que toute la malhonnêteté bourgeoisie et politicienne a baptisé « défense nationale ».

Le journaliste en question rend responsables de la situation douloureuse dans laquelle on se débat et de celle non moins catastrophique qui nous menace, tous les ouvriers et leurs familles.

Les trois cent soixante-douze militaires qui ont été enlevés depuis la guerre pour la « défense nationale », sur lesquels les marchands de canons ont fait un bénéfice de près de la moitié..., doivent trouver une compensation par l'amélioration de la vie économique sous forme de dérogations à la loi de 40 heures. Il affirme encore que seules : « les classes possédantes, grosses, moyennes et petites, fortunées ont donné patriolement sous forme d'impôts ou sous forme de prêts 372 milliards... et qu'à l'heure actuelle ce sacrifice sera inutile si les ouvriers, dans certaines industries, continuent à ne plus vouloir travailler que quarante heures ».

Donc les ouvriers, ces salopards, n'ont rien lâché et le péril, bien entendu, leur a fait cadeau de leurs impôts. En aucune façon, ils n'ont participé aux impôts indirects prélevés sur tous les produits qu'ils consomment. Le chômage, la misère et ses douleuruses cortèges, c'est du roman.

Toujours d'après la même source, ces nom de dieu d'ouvriers se la coulent douce et n'en fichent pas lourd. Dame pensez donc, en France ils ne consentent à travailler que « 37 heures ». Ça ne peut pas durer ainsi ! Regardez en Allemagne, là au moins les ouvriers travaillent 52 heures par semaine. En Allemagne toujours les ouvriers spécialisés de l'aviation sont 100.000 et en Italie 80.000, alors qu'en France quelle horreur il n'y en a que 40.000 seulement.

Les chiffres parlent tout seuls dit le bon apôtre. Évidemment, surtout qu'il est si facile de jongler avec les chiffres n'est-ce pas ?

Et comment faire pour que les ouvriers français consentent à accepter des dérogations à la loi des 40 heures ? Eh parbleu, les... insister et si ça ne prend pas, alors qu'en donne la parole à ce bon monsieur Daudet. Au moins avec celui-là, ce sera plus catégorique.

En effet, loin de s'occuper de la mise au point de sa propre sécurité, de celle de ses enfants ou des leurs chers, chacun se résignait à ce qui serait décidé, au sujet de sa personne et des siens par les volontés suprêmes. Et les mains et les gosses approuvaient d'un hochement de tête la résignation des papas qui, en parfaits citoyens, ayant accepté les possibilités de la guerre, d'après le jeu complexe des politiques, vérifiaient consciencieusement leurs feuillets de mobilisation : « Deuxième jour, rejoindre Metz. »

Aussi est-il encore trop flattant pour la masse de la comparer aux troupeaux dont les échines frémissent en passant devant les équiseurs. Car les bœufs et les moutons, dans leurs pauvres cervaux, ne remuent pas les caisses qui les conduisent aux abattoirs ; ils ne comparent pas, comme le font les hommes, les intérêts respectifs du boucher, du mandataire ou du chevillard ; mais le seul fait de renifler le sang caillé des victimes récentes suffit pour déclencher dans leurs regards langoureux un réflexe presque inconnu chez les hommes, dont la plupart se contentent de s'expliquer prétentieusement les uns aux autres les raisons pour lesquelles on les mène aux charniers.

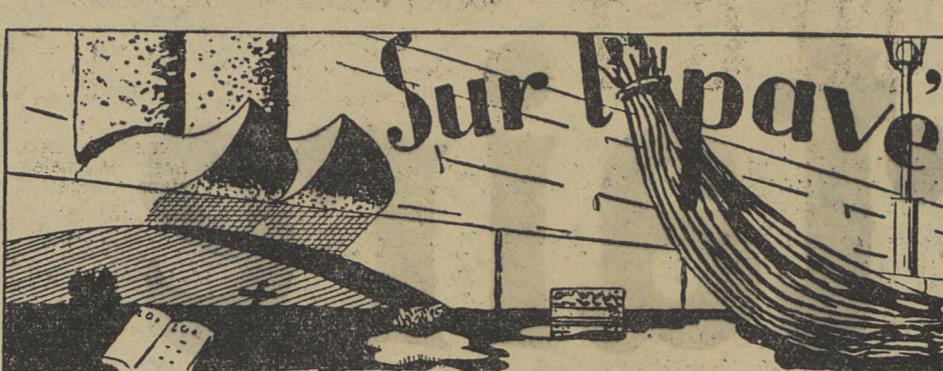
C'est à la manière bourgeoisie, une façon comme une autre de... parler au peuple. Ce peuple aurait pourtant une magistrature réunie à vous faire, messieurs les capitalistes, ainsi qu'à vous voles de la guerre, en minimisant la plus possible les conquêtes de juin 1936, et enfin, mater par tous les moyens l'effervescence croissante et le dynamisme des ouvriers.

C'est, à la manière bourgeoisie, une façon comme une autre de... parler au peuple.

Ce peuple aurait pourtant une magistrature réunie à vous faire, messieurs les capitalistes, ainsi qu'à vous voles de la guerre, en minimisant la plus possible les conquêtes de juin 1936, et enfin, mater par tous les moyens l'effervescence croissante et le dynamisme des ouvriers.

C'est, à la manière bourgeoisie, une façon comme une autre de... parler au peuple.

Ce peuple aurait pourtant une magistrature



### PROPOS D'UN PARIA

## Une victoire !

Les féministes sont en pleine euphorie. Pensez donc, nos législateurs viennent de supprimer, de la loi sur le mariage, le fameux article 213, celui qui disait que la femme devait obéissance à son mari.

Certes, il y a belle lurette que cette disposition de la loi ne figurait qu'à titre d'indication.

Mais enfin, les officiers de l'état civil n'ont plus, en consignant l'union officielle de deux êtres, à prononcer une phrase ridicule.

C'est toujours ça de gagné.

Bien que ça ne change pas grand' chose, l'homme restant « chef de la famille » et possesseur des « priviléges » dont, parfois, il se passerait fort bien.

Tout ce qui fait profession d'humoriste, — chansonniers, revueurs, dessinateurs — accueillent cette aubaine avec autant de satisfaction que ses bénéficiaires.

Car il existe, dans le domaine de l'actualité, trop de sujets angoissants, et sur lesquels l'ironie n'a pas de prise.

Comme bien l'on pense, cette première victoire remportée par les champions des droits de la femme ne peut que les encourager à persévérer dans leur lutte pour l'émancipation totale du sexe aimable.

Ayant acquis des droits sociaux, il restera à conquérir les droits politiques qui feront de nos compagnons nos parfaites égales.

La France ne peut, en somme, que suivre l'exemple d'autres pays, où les femmes prennent part aux scrutins politiques, soit même éligibles et où, ma foi, les affaires publiques ne sont pas plus mal conduites que dans notre démocratie.

Mais, citoyenne, électrique, député, voire ministre, et pourquoi pas, militaire, la femme, égale cent pour cent à l'homme, n'aura pourtant gagné dans tout cela que bien peu de chose.

Elle n'a qu'à considérer ce que tous ces « avantages » ont rapporté à l'homme depuis le déjà respectable nombre d'années dont il en jouit.

Certaines pensent qu'avec elles, ça ira mieux.

La voilà bien, la grande illusion !

Certes, nul n'est plus que nous partisan de

l'égalité des sexes, mais nous parlons d'un autre point de vue et pour un autre programme.

Enfin, s'il est vrai que plus on est à faire des bêtises, plus on s'amuse, nous sommes certains, lorsque la femme votera, de ne pas nous embêter.

Larue-Michel.

### HISTORIEN !

Dans un article de Paris-Midi, M. Simon Arbelot écrit incidentement sur le film La Marseillaise, nous parle des « ... travaux de Michel et d'Albert Mathiez et de Lenôtre... »

Michèle, Mathiez et Lenôtre ! Pourquoi pas Gaxotte !

Deux historiens, cher monsieur, et un conteur d'histoires révolutionnaires pour faire peur au boulevard Saint-Germain et pleurer les enfants de Marie.

Il y a fagot et fagot !

Voici d'ailleurs l'opinion d'Albert Mathiez : A la fin d'une critique du Neuf Thermidor, de Louis Barthou, Mathiez écrit : « Et ceci (le livre de Barthou) m'a reposé de la lecture du triste pamphlet du tout petit historien du Temps. »

Et le « petit-historien » du Temps était Léon, à cette époque. Il est mort.

### ESPRIT DE FAMILLE

### UN PEU DE PUDEUR !

Ce pauvre Marcel Lucain (Paris-Midi) s'excite contre les « terribles conséquences des agissements du Front populaire » (40 heures). « le désarroi des fabrications » (nationalisation mixte d'usines d'aviation, troubles sociaux dans les arsenaux, etc.), contre le « pouvoir des masses » ; il parle du « père de la motorisation » ; il dit que notre ministère de l'air « a absorbé trois fois plus d'argent que le ministère italien » ; que le général Maurin pousse un cri : « Notre sécurité dans l'insécurité générale », etc., et c pendant 200 lignes. Et savez-vous pourquoi un de nos bons camarades, qui n'est pas tellement bête, a eu le courage de lire jusqu'au bout ces boniments ? Note petit camarade est un vicius : il croit trouver dans l'article quelques joyeuses gaufrioles, voire quelques bons « tuyaux », parfois nécessaires, hélas !

L'article de Lucain avait pour titre : « De quelques façons de réagir et de redresser. »

Le journaliste en question rend responsables de la situation douloureuse dans laquelle on se débat et de celle non moins catastrophique qui nous menace, tous les ouvriers et leurs familles.

Et savez-vous pourquoi un de nos bons camarades, qui n'est pas tellement bête, a eu le courage de lire jusqu'au bout ces boniments ? Note petit camarade est un vicius : il croit trouver dans l'article quelques joyeuses gaufrioles, voire quelques bons « tuyaux », parfois nécessaires, hélas !

L'article de Lucain avait pour titre : « De quelques façons de réagir et de redresser. »

Le journaliste en question rend responsables de la situation douloureuse dans laquelle on se débat et de celle non moins catastrophique qui nous menace, tous les ouvriers et leurs familles.

Et savez-vous pourquoi un de nos bons camarades, qui n'est pas tellement bête, a eu le courage de lire jusqu'au bout ces boniments ? Note petit camarade est un vicius : il croit trouver dans l'article quelques joyeuses gaufrioles, voire quelques bons « tuyaux », parfois nécessaires, hélas !

L'article de Lucain avait pour titre : « De quelques façons de réagir et de redresser. »

Le journaliste en question rend responsables de la situation douloureuse dans laquelle on se débat et de celle non moins catastrophique qui nous menace, tous les ouvriers et leurs familles.

Et savez-vous pourquoi un de nos bons camarades, qui n'est pas tellement bête, a eu le courage de lire jusqu'au bout ces boniments ? Note petit camarade est un vicius : il croit trouver dans l'article quelques joyeuses gaufrioles, voire quelques bons « tuyaux », parfois nécessaires, hélas !

L'article de Lucain avait pour titre : « De quelques façons de réagir et de redresser. »

Le journaliste en question rend responsables de la situation douloureuse dans laquelle on se débat et de celle non moins catastrophique qui nous menace, tous les ouvriers et leurs familles.

Et savez-vous pourquoi un de nos bons camarades, qui n'est pas tellement bête, a eu le courage de lire jusqu'au bout ces boniments ? Note petit camarade est un vicius : il croit trouver dans l'article quelques joyeuses gaufrioles, voire quelques bons « tuyaux », parfois nécessaires, hélas !

L'article de Lucain avait pour titre : « De quelques façons de réagir et de redresser. »

Le journaliste en question rend responsables de la situation douloureuse dans laquelle on se débat et de celle non moins catastrophique qui nous menace, tous les ouvriers et leurs familles.

Et savez-vous pourquoi un de nos bons camarades, qui n'est pas tellement bête, a eu le courage de lire jusqu'au bout ces boniments ? Note petit camarade est un vicius : il croit trouver dans l'article quelques joyeuses gaufrioles, voire quelques bons « tuyaux », parfois nécessaires, hélas !

L'article de Lucain avait pour titre : « De quelques façons de réagir et de redresser. »

Le journaliste en question rend responsables de la situation douloureuse dans laquelle on se débat et de celle non moins catastrophique qui nous menace, tous les ouvriers et leurs familles.

Et savez-vous pourquoi un de nos bons camarades, qui n'est pas tellement bête, a eu le courage de lire jusqu'au bout ces boniments ? Note petit camarade est un vicius : il croit trouver dans l'article quelques joyeuses gaufrioles, voire quelques bons « tuyaux », parfois nécessaires, hélas !

L'article de Lucain avait pour titre : « De quelques façons de réagir et de redresser. »

Le journaliste en question rend responsables de la situation douloureuse dans laquelle on se débat et de celle non moins catastrophique qui nous menace, tous les ouvriers et leurs familles.

Et savez-vous pourquoi un de nos bons camarades, qui n'est pas tellement bête, a eu le courage de lire jusqu'au bout ces boniments ? Note petit camarade est un vicius : il croit trouver dans l'article quelques joyeuses gaufrioles, voire quelques bons « tuyaux », parfois nécessaires, hélas !

L'article de Lucain avait pour titre : « De quelques façons de réagir et de redresser. »

Le journaliste en question rend responsables de la situation douloureuse dans laquelle on se débat et de celle non moins catastrophique qui nous menace, tous les ouvriers et leurs familles.

Et savez-vous pourquoi un de nos bons camarades, qui n'est pas tellement bête, a eu le courage de lire jusqu'au bout ces boniments ? Note petit camarade est un vicius : il croit trouver dans l'article quelques joyeuses gaufrioles, voire quelques bons « tuyaux », parfois nécessaires, hélas !

L'article de Lucain avait pour titre : « De quelques façons de réagir et de redresser. »

Le journaliste en question rend responsables de la situation douloureuse dans laquelle on se débat et de celle non moins catastrophique qui nous menace, tous les ouvriers et leurs familles.

Et savez-vous pourquoi un de nos bons camarades, qui n'est pas tellement bête, a eu le courage de lire jusqu'au bout ces boniments ? Note petit camarade est un vicius : il croit trouver dans l'article quelques joyeuses gaufrioles, voire quelques bons « tuyaux », parfois nécessaires, hélas !

L'article de Lucain avait pour titre : « De quelques façons de réagir et de redresser. »

Le journaliste en question rend responsables de la situation douloureuse dans laquelle on se débat et de celle non moins catastrophique qui nous menace, tous les ouvriers et leurs familles.

Et savez-vous pourquoi un de nos bons camarades, qui n'est pas tellement bête, a eu le courage de lire jusqu'au bout ces boniments ? Note petit camarade est un vicius : il croit trouver dans l'article quelques joyeuses gaufrioles, voire quelques bons « tuyaux », parfois nécessaires, hélas !

L'article de Lucain avait pour titre : « De quelques façons de réagir et de redresser. »

Le journaliste en question rend responsables de la

# La réponse de la C.N.T. à l'U.G.T.

Nous avons publié la semaine passée le résumé des propositions faites par l'U.G.T. à la C.N.T. en réponse à l'élaboration d'un programme d'action commun proposé par celle dernière. Comme nous l'avons fait remarquer les propositions de l'U.G.T. étaient profondément empreintes d'un esprit statique, soumettant les conquêtes révolutionnaires au contrôle quasi exclusif des organismes gouvernementaux.

Depuis, la C.N.T. dans un long document a fait connaître sa position propre. Elle diffère fondamentalement de celle de l'U.G.T. Celle-ci attribue aux syndicats un rôle secondaire et mineur. Celle de la C.N.T. au contraire situe les organisations syndicales au premier plan de la responsabilité et de l'action pour le triple problème de la

conduite des opérations militaires, de la production et de la reconstruction économique.

Des clauses de style reconnaissent la nécessité de la collaboration des organisations syndicales avec l'Etat. N'oublions pas, en effet, que la C.N.T. n'est pas, loin de là, toute l'Espagne républicaine et que des concessions sont inévitables. Mais la lecture attentive de ce document fait apparaître que le principe de la primauté des organisations syndicales dans la direction de la lutte antifasciste et révolutionnaire, les négociations étant dominée par la revendication systématique de la représentation proportionnelle des différents secteurs. Si l'on tient compte qu'à elles seules, les deux centrales syndicales sont plus fortes que les autres secteurs réunis, on admettra que l'adoption

des conclusions présentées par la C.N.T. assurerait une prédominance de fait aux organisations prolétariennes.

C'est justement cette raison qui peut nous faire douter que les dirigeants de l'U.G.T. l'acceptent d'emblée.

Des négociations sont entreprises entre les dirigeants des deux centrales. Si l'U.G.T. comprenait que numériquement le plus fort le bloc ouvrier doit avoir la prédominance dans la direction de la lutte antifasciste et révolutionnaire, les négociations seraient faciles. Mais les influences politiques et étrangères qui pèsent sur la direction de l'U.G.T. nous font apprendre que bien des difficultés avant d'atteindre ce résultat. — L.A.

## LES NATIONALISATIONS

1° Les industries spécifiquement productrices de matériel de guerre doivent être rapidement nationalisées. Le Conseil national des Industries de guerre en prendra la responsabilité technique et administrative dans les conditions présentées dans un autre paragraphe, tenant toujours à instaurer une industrie nationale qui immunise le pays de toute pression étrangère.

2° Maintenant et toujours la C.N.T. et l'U.G.T. s'engagent à détruire un régime social de véritable démocratie, en combattant toute prétention totalitaire de classe ou de parti.

Ces bases étant les prémisses fondamentaux d'une entente cordiale et durable entre les deux centrales ouvrières, nous considérons que l'aspiration immédiate et transitoire qui leur est commune doit être condensée en quelques lignes générales qui indiquent une ligne de conduite précise.

## LA DEFENSE NATIONALE

1° La C.N.T. et l'U.G.T. sont décidées à fortifier tous les ressorts qui facilitent la création d'une armée régulière efficace qui soit la garantie du triomphe dans la guerre et dans toutes les contingences extérieures qui pourraient dériver de ce triomphe.

2° Les deux organisations se prononcent pour le maintien et le renforcement du commissariat à la guerre, et pour qu'en lui les forces antifascistes soient justement représentées, en s'opposant à toute tentative de monopole du commissariat.

3° La C.N.T. et l'U.G.T. posent la création d'un sous-secrétariat des industries de guerre, avec la représentation du Gouvernement et des syndicats, sous forme d'un Conseil national des Industries de guerre, lequel assurera la direction unique de celles-ci.

4° Dans chaque sous-secrétariat du ministère de la Défense nationale, l'on créera un conseil afin d'harmoniser les relations et dont la mission principale consistera à éviter des discussions partisanes.

5° Les transports qui sont utilisés pour la guerre seront mis à la disposition du gouvernement, celui-ci respectant ceux qui pourraient gêner la production et le commerce de l'armée.

6° Dans tous les corps armés l'on créera un Conseil national qui représente proportionnellement toutes les masses antifascistes et qui aura la fonction de contrôle.

L'idée qui guide la C.N.T. et l'U.G.T. à rencontrer dans ces revendications immédiates est celle de vaincre le fascisme d'une façon rapide et catégorique en mettant en œuvre une démocratie positive dans tous les lieux d'organisation et d'action de guerre : donner plus de prestige au commissariat en l'épargnant, extension de l'armée populaire et de coopération de fait avec leur expérience et leur force dans l'œuvre des gouvernements, les déchargeant d'une grande partie de leurs responsabilités, étant donné qu'il est entendu et prouvé qu'il n'y a aucun gouvernement infallible.

## L'ECONOMIE

La C.N.T. et l'U.G.T. mettront tous leurs efforts à contribution, tous leurs éléments techniques et leur capacité de sacrifice, à la reconstruction industrielle, agricole et commerciale du pays. Quoique ces efforts aient déjà été réalisés par le prolétariat en tous moments et en tous lieux, la forme que les deux organisations conçoivent pourra donner un rendement meilleur encore dans la structure économique.

## L'AGRICULTURE

La C.N.T. et l'U.G.T. déclarent que le sol et le sous-sol sont la propriété de la nation, conservant par conséquent pour sa politique agricole :

1° La terre sera remise en usufruit aux syndicats de la C.N.T. et de l'U.G.T., le gouvernement favorisant de préférence les collectivités des deux organisations au moyen d'aides techniques des centres de capacité expérimentale pour la culture et d'autres d'expansion commerciale.

2° L'on ne reconnaîtra seulement l'existence d'usufruit individuel qu'à celui qui travaille fin à leur activité et de résilier les contrats, en tenant compte des réclamations qui seraient démontrées justes ;

3° Le Conseil National de l'Economie abordera l'industrialisation progressive de l'agriculture, rationalisant les cultures et ayant comme base financière, la disposition de la Banque du Crédit Agricole intérim, en attendant que la banque soit nationalisée.

Il reste entendu que, dans tous les organismes de création dont l'origine vient de la reconstruction agricole, les deux centrales syndicales seront représentées avec l'Etat.

## LES COLLECTIVISATIONS

La C.N.T. et l'U.G.T. ratifient l'existence des collectivisations et tendent à étendre le système démontrant pratiquement que c'est la forme d'organisation du travail qui exprime le mieux le tempérament et les aspirations d'émancipation économique du prolétariat espagnol, se montrant partisan.

Les deux organisations syndicales auront le soin de faire une œuvre de rajeunissement des salaires, tendant à obtenir que dans un décret, les travailleurs jouissent d'une rétribution leur permettant d'obtenir un minimum indispensable qui couvre leurs nécessités et les mette en situation physique de répondre à l'effort que, systématiquement, on leur demande. A cet effet, l'existence d'une commission mixte nationale de salaires et contrôle ouvrier est nécessaire : elle dépendra du Conseil National de l'Economie ; elle réglera la rétribution professionnelle dans chaque industrie et localité, suivant les statistiques et entreprendra l'étude de formules de compensation familiale au moyen d'un organisme idoine.

Le Conseil National de l'Economie établira un service d'inspection du travail dans toutes les manifestations productives de l'Etat, sollicitant des deux organisations syndicales le personnel pour cette fonction, ainsi que les éléments techniques que déclameront la planification et tous les services de l'Etat, insufflant aux fonctionnaires et techniciens le même esprit de sacrifice qui existe parmi les travailleurs manuels.

Aux techniciens aussi bien des collectivités que de l'Etat, l'on facilitera tous les éléments d'étude et de mouvement qui contribuent à donner un plus grand rendement en qualité et quantité à leurs opérations scientifiques.

Les deux organisations dans les collectivisations institueront aussi l'inspection du travail et des normes générales afin d'obtenir une sur-production immédiate.

Le Conseil National de l'Economie et les organisations ouvrières formeront des écoles de préparation professionnelle et technique en quantité notable et avec la subvention de l'Etat.

Le Gouvernement respectera et favorisera les décisions du Conseil National de l'Economie comme organisme vivant, lien entre l'action populaire et l'Etat, puisqu'il sera constitué par des personnalités morales et capables.

## LA MUNICIPALISATION

La C.N.T. et l'U.G.T. décident quant à la municipalisation :

1° L'on municipalisera les loyers en général, en exceptant les édifices déclarés propriété nationale et ceux de petite rente ;

2° Les services publics ordinaires de réforme urbaine et ceux pour lesquels, sans porter atteinte aux intérêts divers, les municipalités auront démontré les capacités d'organisation pour le bien commun ;

3° Les services de santé et d'assistance sociale, les attributions de la municipalisation seront compatibles avec la législation de l'Etat.

## LE COMMERCE

Les deux organisations concordent dans la nécessité d'organiser le monopole du commerce extérieur, aussi bien dans l'exportation que dans l'importation, en ce qui concerne les matières premières et les principaux articles, producteurs

qu'on consultera toujours avec fruit, et il faut savoir quels principes nous défendons ; principes tirés de l'histoire pour déterminer l'histoire. Il est bon de discuter sur l'application de ces principes, d'écrire des utopies. Cela a du moins le mérite de préparer la mentalité constructive des lecteurs.

Mais il faut le reconnaître : presque toutes ces œuvres sont insuffisantes. S'il est utile d'expliquer comment nous pouvons concevoir le fonctionnement de la société communiste libertaire, il est maintenant nécessaire de savoir quel chemin nous devrons suivre pour y arriver, quelles difficultés nous aurons à vaincre, quels organismes nous devrons créer.

Je laisse pour un autre jour l'étude du but des minorités dans l'histoire, et surtout dans une révolution. J'aborde directement le rôle des guides ou d'orientateurs que nous prenons dès que nous montons à une tribune, que nous conseillons ou que nous critiquons dans un article.

Pour accomplir ce rôle, nous devons être prêts autrement que par une vision paradisiaque de la société future. Nous devons l'être mentalement par l'étude approfondie, souvent spécialisée, des questions que pose une révolution.

Il n'y a qu'un point sur lequel les marxistes ont toujours su ce qu'ils voulaient : la domination politique. Ils avaient des plans pour s'emparer de l'Etat. Ils le firent très bien en Russie. Mais ils sont encore aussi vierges qu'il y a un demi-siècle de concep- tions organisatrices sur les différentes branches de l'activité économique et sociale. Connaissiez-vous leur programme de socialisation des industries, de la production agraire, de la répartition ? Faites l'expérience de leur demande, cela en vaut la peine.

Il est utile de rappeler ces faits. Il sera bon de s'y attarder davantage. Mais ne cherchons pas à justifier nos faiblesses en nous retranchant derrière celles d'autrui. Il nous faut accomplir notre tâche. Le reste ne compte pas ou compte très peu.

Sauf quelques exceptions, la bibliographie anarchiste que j'ai citée a un point faible : celui d'imaginer une société future, ou les solutions révolutionnaires. Je ne dirai pas que de tels essais ne sont pas utiles. Il en est

(1) Seul Bebel, dans son livre *La femme*, s'étend inopinément sur cette question et laisse entrevoir des solutions presque libertaires.

de devises. Les conditions dans lesquelles l'on procédera à l'organisation du commerce seront :

1° Création des centrales commerciales de la part du Conseil National de l'Economie qui spécialiseront le commerce de l'Etat ;

2° Les travailleurs seront dûment représentés dans ces centrales ;

3° Le produit du commerce extérieur se distribuera sans gaspillage en monnaie nationale aux producteurs, les devises restant à l'Etat ;

4° Il sera procédé à une révision des droits de douane, les diminuant considérablement sur les produits alimentaires d'importation et pour le commerce placé sous le patronage des collectivités.

## L'ACTION SOCIALE

La C.N.T. et l'U.G.T. estiment que l'on doit aller à une révision de la législation du pays qui soit une reconnaissance des progrès de la révolution, annulant tout le fatras de la vieille législation qui porte en elle le retour des classes opprimees ;

1° Législation sur le contrôle ouvrier dans les exploitations qui ne sont pas directement sous le contrôle des travailleurs ;

2° Législation sur l'assurance des accidents et prévoyance sociale qui permette aux travailleurs de se souffrir aucune privation, ni souffrances, pour cause d'accident, maladie ou vieillesse en favorisant les créations propres des deux organisations syndicales dans ce but particulier ;

3° L'enseignement étant un facteur fondamental dans la réduction du peuple espagnol, un Conseil National Mixte dépendant de l'Etat sera créé avec des représentations compétentes des deux syndicats, tendant aux méthodes et procédures éducatives les plus rationnelles et au niveau du progrès scientifique et moral que la révolution promet ;

4° Législation spéciale sur les entreprises étrangères établies en Espagne, permettant de mettre fin à leur activité et de résilier les contrats, en tenant compte des réclamations qui seraient démontrées justes ;

5° Liquidation de toute la législation civile, penale, commerciale, etc., et ouverture d'une nouvelle période constitutive qui puisse synthétiser les aspirations populaires dans une république socialiste, qui soit démocratique et fédérale.

Mais quant à intervenir dans les organismes officiels, la délégation de Barcelone explique que sa négativité à collaborer se fonde dans ce que les Jeunesse libertaires y perdraient tout leur dynamisme révolutionnaire et rebelle. Elle cite à l'appui l'exemple de l'Italie et de l'Allemagne.

Sur les statuts, le point suivant est voté :

Pour occuper la place de secrétaire du Comité Péninsulaire des J.J.L.L., il est nécessaire d'être militant actif et d'appartenir à notre organisation depuis un an au moins le 19 juillet 1936, ou tout au moins avoir trois ans de vie militante ; d'autres dispositions dans ce sens sont votées pour les postes secondaires.

Dans la dernière séance, l'on renouvelle le bureau des J.J.L.L., nommant comme secrétaire Lorenzo Inigo.

En résumé, les Jeunesse libertaires constituent une force révolutionnaire. Elle a son indépendance propre et un champ ouvert à toutes les activités. Elle réalisera quelques épurations nécessaires mais sans esprit de persécution vis-à-vis des affiliés.

Elles se prononcent également afin que les femmes obtiennent les mêmes droits que l'homme dans les fabriques et les champs.

Ces quelques séances d'une jeunesse considérable en nombre et qui représente tout l'avenir de l'Espagne ont profondément impressionné le gouvernement.

Les camarades se sont séparés dans une atmosphère du plus grand enthousiasme révolutionnaire.

# Le Congrès des Jeunesse Libertaires

Quatre cents délégations représentant trois cent mille jeunes libertaires viennent de tenir leur congrès à Valence au milieu d'un très grand enthousiasme.

La présidence est occupée par Rueda, Fidel Miro, du Comité National ; Gallego, de la A.J.A. ; Acracio Bartolomé, du Comité National de la C.N.T. ; le commissaire Martí Ibáñez et le sous-commissaire Inestel.

Après les discours d'ouverture des différents camarades du bureau souhaitant la bienvenue aux délégués venus de toute l'Espagne, de nombreuses lettres d'adhésions furent lues.

Entrant dans le vif du sujet, au cours de la seconde séance, l'on discute si les régionales du pays basque et des Asturias peuvent parler avec un caractère informatif ou de délibération ; l'on opta pour la forme informative étant donnée la situation de ces régions ; chaque délégation donna ensuite un compte rendu de leurs différents comités régionaux et de leur situation pro- prie.

Le 11 les délibérations reprirent sur le point : rectification ou ratification des accords et sur les nouvelles adhésions.

L'on discute ensuite sur l'attitude à suivre dans les moments présents ; toutes les délégations et particulièrement celles des combattants interviennent dans la discussion et l'on maintient l'attitude actuelle dans la guerre.

Mais quant à intervenir dans les organismes officiels, la délégation de Barcelone explique que sa négativité à collaborer se fonde dans ce que les Jeunesse libertaires y perdraient tout leur dynamisme révolutionnaire et rebelle. Elle cite à l'appui l'exemple de l'Italie et de l'Allemagne.

Sur les statuts, le point suivant est voté :

Pour occuper la place de secrétaire du Comité Péninsulaire des J.J.L.L., il est nécessaire d'être militant actif et d'appartenir à notre organisation depuis un an au moins le 19 juillet 1936, ou tout au moins avoir trois ans de vie militante ; d'autres dispositions dans ce sens sont votées pour les postes secondaires.

Dans la dernière séance, l'on renouvelle le bureau des J.J.L.L., nommant comme secrétaire Lorenzo Inigo.

En résumé, les Jeunesse libertaires constituent une force révolutionnaire. Elle a son indépendance propre et un champ ouvert à toutes les activités. Elle réalisera quelques épurations nécessaires mais sans esprit de persécution vis-à-vis des affiliés.

Elles se prononcent également afin que les femmes obtiennent les mêmes droits que l'homme dans les fabriques et les champs.

Ces quelques séances d'une jeunesse considérable en nombre et qui représente tout l'avenir de l'Espagne ont profondément impressionné le gouvernement.

Les camarades se sont séparés dans une atmosphère du plus grand enthousiasme révolutionnaire.

## VIEN DE PARAITRE

### Dans la tourmente

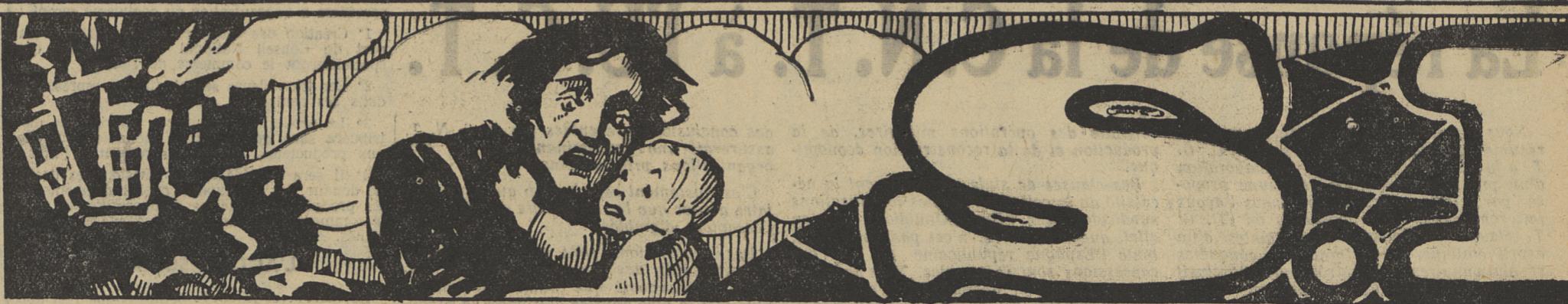
Une année de lutte en Espagne. La C.N.T.F.A.I. ; Leurs militants et les événements révolutionnaires.

Un fort volume de 330 pages, couverture illustrée : 12 fr.

**Les révoltes se sont toujours évaporées quand ceux qui les ont faites se sont déchirés entre eux.**

Telle est la leçon de l'Histoire qu'il ne faut pas oublier.

RENE BELIN.



SOLIDARITÉ INTERNATIONALE ANTIFASCISTE. - Siège central: 26, r. de Crussol, Paris (II<sup>e</sup>) - Tél. Roq. 73-96. - Chèque postal Fauchier 596-03

Georges YVETOT

« Nous voulons substituer à la discipline et au gouvernement de l'homme par l'homme, l'organisation des choses. »

Georges Yvetot, qui préside, rappelle que le but de ce meeting est de poser le problème des persécutions en Espagne contre certaines tendances antifascistes, et d'obtenir que ces persécutions cessent.

Malgré les faits douloureux qui s'y produisent, ajoute-t-il, nous n'avons pas à désespérer de l'Espagne. Et nous n'avons pas à désespérer parce que les révolutionnaires espagnols ont fait la plus belle de toutes les révoltes. Vous savez comment nous autres, libertaires, sommes révolutionnaires. Nous voulons substituer à la discipline et au gouvernement de l'homme par l'homme, l'organisation des choses.

C'est ce qu'ont entrepris nos amis d'Espagne. Ceux-là sont les nôtres, car les nôtres sont ceux qui sont à l'action, qui luttent pour leur idéal et ne se contentent pas de paroles. Et c'est précisément ce que font nos camarades.

Qu'ils soient dans la bonne voie, nous n'en pouvons pas douter. La preuve en est dans tout le mal qu'on se donne pour les abattre, dans les adversaires qui les poursuivent.

Nos camarades d'Espagne ont démontré bien des choses, mais entre autres ils ont prouvé que le militarisme est une blague et une honte, car ils ont su s'organiser en peu de temps pour faire face aux forces armées du fascisme. Ils ont démontré par là que, même lorsque des luttes de ce genre s'imposent, nous n'avons pas besoin du parasitisme militarisé.

Nous n'avons pas à leur reprocher d'être soldats comme ils le sont, car être soldats comme eux, ce n'est pas renoncer à penser, ce n'est pas se transformer en une machine et arracher de son cœur tout sentiment humain. Ce sont plus que des soldats héros ou des héros-soldats, ce sont des révolutionnaires.

Nous approuvons la lutte qu'ils soutiennent, lutte de défense révolutionnaire, mais nous n'approuvons pas les guerres. Il faut

# Les buts et l'action de la S.I.A.

## Un meeting annonciateur

combattre la guerre, il faut être antimilitariste. On peut l'être, quelle que soit la situation que l'on occupe, quelle que soit notre origine et notre éducation première. C'est une question de sentiment humain, de bonne volonté. La transformation du cœur et du cerveau, voilà ce qui compte seulement.

Je vais donner la parole aux orateurs.

Vous allez entendre des choses vibrantes et touchantes, et je demande que la salle

Jean NOCHER

« Nous ne pouvons pas admettre que les meilleurs combattants de la révolution et de l'antifascisme espagnols soient emprisonnés. »

On dit que la salle fait toujours l'orateur, déclare Nocher. Cela est vrai. C'est cause qui était d'esprit, qui lui transmet son enthousiasme, qui souvent l'inspire. C'est pourquoi j'en voudrais toujours une comme celle-ci. En dépit des silences des uns, des manœuvres des autres pour saboter notre réunion, il est reconfortant de voir une telle assistance. Cela prouve que, malgré tout, l'amour de la liberté n'est pas mort, qu'il est toujours présent contre ses adversaires, quel que soit leur nom.

La S.I.A. accomplit une belle mission. Partout, en France comme en Espagne et dans tous les pays, elle prend la défense de la liberté, fait siennes la lutte contre le fascisme. Elle veut que cette cause soit indépendante des idées qui nous séparent, des partis et des organisations.

Ceux qui sont dans la bonne voie, nous n'en pouvons pas oublier. La preuve en est dans tout le mal qu'on se donne pour les abattre, dans les adversaires qui les poursuivent.

Nous sommes tous liés par une profonde unité d'action antifasciste. Il ne faut pas l'oublier. Et le peuple français est destiné à brûler bientôt de nouvelles étapes. Que cela soit possible, nous le voyons en Espagne où nos camarades de la Catalogne et d'autres régions ont fait une révolution profonde.

Il ne faut pas oublier que la cause antifasciste espagnole elle-même. Et l'Espagne subit depuis vingt mois un assaut général. Depuis vingt mois elle est victime des capitalistes tant fascistes que démocratiques, car je ne veux pas faire de différence entre leur attitude. Elle est victime de l'attaque ouverte des uns et hypocrate des autres.

Depuis vingt mois que dure cet assaut, nous voyons l'insensibilité publique laisser commettre sans protestation les pires monstruosités. On s'est habitué à l'horreur ; c'est notre pain quotidien. On lit dans les journaux, sans s'émouvoir, que trois cents gosses ont été massacrés par les bombardements aériens, et cela ne provoque pas de réactions. Mais en échange on s'inquiète pour savoir si la reine de Hollande a accouché.

Oui, nous tolérons cela depuis vingt mois ! Et cette faiblesse est commise par tous les partis de gauche. Ce n'est pas qu'ils sont restés étrangers à la question. Il y a, à la Chambre, une délégation des gauches, il y a un Rassemblement populaire, mais ils attendent la victoire fasciste pour agir.

Car tous les partis du Front populaire ont voté l'ouverture de la frontière espagnole. Tous, socialistes, communistes, C.G.T., radicaux, sont sur ce point d'accord. Mais ils ne l'ouvrent jamais, et chaque fois qu'on leur demande quand ils vont se déclarer, ils répondent que la semaine prochaine... La semaine prochaine, toujours la semaine prochaine ! Mais cette semaine ne vient jamais, et pendant ce temps, l'Espagne est martyrisée.

Elle pourrait bientôt s'ouvrir cette frontière, je vous l'assure, si nous posons la question une bonne fois.

Mais il faut que ce soit les troupes, que ce soit la base et non pas les chefs qui le fassent. Car les chefs de l'antifascisme commandent de loin, ne se risquent pas et se défilent, comme de la Rocque, au moment de l'action.

Le fascisme nous montre le chemin en ce qui concerne les moyens de lutte. Regardez-le en Espagne. Il a, lui, trouvé son unité d'action. Ses forces sont rassemblées, il existe une liaison, un Etat-Major. Tandis que nous, en France, nous n'avons pas encore pu établir cette unité d'action. Ici, comme en Espagne, la cause antifasciste est divisée.

Depuis trois ans, nous essayons, aux

entière sache les retenir. Elles en vaudront la peine. Car nous sommes des êtres étranges, nous autres, les libertaires. Nous combattons le mal sans nous lasser, nous voulons un monde meilleur. Cela inspire de la crainte à ceux qui vivent de la souffrance d'autrui. Et c'est pourquoi on ne voudrait pas que la révolution espagnole démontre ce dont nous sommes capables.

C'est pourquoi on combat là-bas les nôtres et touchantes, et je demande que la salle

Voilà le drame de l'antifascisme. On ne peut pas vaincre, on ne peut pas combattre si la moitié des antifascistes sont démarqués systématiquement dès le début. Le gouvernement républicain espagnol doit comprendre que de tels faits compromettent la victoire.

Les fauteurs de désordre doivent reculer. Il faut nommer une délégation qui ira en Espagne demander au nom des antifascistes de France, l'accomplissement d'un geste prestigieux, d'un geste qui aurait la plus heureuse influence chez nous pour la cause espagnole, et dans le monde entier : l'amnistie là-bas, pour tous les antifascistes poursuivis.

Et il faut aussi élargir le combat. L'antifascisme ne peut partir que des masses populaires. On ne peut pas le limiter à une lutte contre des gens. Il faut attaquer le système. Les socialistes, les communistes, la C.G.T. en sont encore au radicalisme de 1924, et le peuple doit demander beaucoup plus : il doit exiger des réformes de structure. C'est alors que l'antifascisme s'engagera sur la seule voie qui peut nous sauver.

Car le chemin de l'antifascisme ne peut être la guerre que l'on prépare en son nom. Nous ne voulons pas que sous ce prétexte on jette demain les peuples les uns contre les autres. La révolution de 1793 avait un autre sens que l'union sacrée que l'on nous recommande aujourd'hui. Le peuple prit alors les armes pour défendre ses conquêtes. Nous n'avons pas maintenant de mots d'ordre qui vallent que l'on meure pour eux. Méfiez-vous du danger de guerre, méfiez-vous de l'union sacrée, quels qu'en soient les prétextes !

Nous avons eu en juin 1936, l'occasion de faire la révolution, mais les chefs l'ont arrêtée. Maintenant, c'est le Sénat qui commande, Caillaux est le maître de la situation. Pourtant, à un certain moment, les patrons étaient défaites, ils se préparaient à passer la frontière, il aurait été facile de leur donner un congé payé. Mais les chefs ont reculé. Nous sommes à un moment de l'histoire où un mouvement doit partir de n'importe quel pays. Il y a une cause universelle de l'antifascisme, et elle est la nôtre partout. Pour en finir, nous construirons s'il le faut, que chose de nouveau. L'unité n'est pas solide, non seulement entre les partis, mais au sein des partis. S.I.A. a donc un beau rôle à jouer. Elle doit demander l'aide à l'Espagne, l'amnistie en Espagne, mais elle doit aussi mener la lutte en France contre le fascisme.

Seul l'enthousiasme de la base peut nous sauver. Nous voulons vivre et non pas crever ! Nous voulons vivre dans la paix, dans le bien-être, dans les loisirs, dans la véritable justice ! Voilà ce qui nous intéresse. Et ce n'est que quand nous aurons obtenu cela que nous nous dirigerons vers la véritable liberté, vers la véritable paix fraternelle de tous les peuples.

René BELIN

« Il est particulièrement pénible d'être obligé de défendre des révolutionnaires contre d'autres révolutionnaires. »

Il pense, dit en commençant Belin, qu'il convient d'affirmer comme une vérité première, que tous les antifascistes doivent s'aider. S'ils ne savent pas être solidaires, leur cause est perdue. Il faut être unités dès qu'on se propose d'assurer le triomphe des idées révolutionnaires. C'est pourquoi nous ne pouvons pas refuser notre concours à une manifestation dont le but est d'assurer la vie d'antifascistes et de révolutionnaires.

La défense de ceux qui subissent des persécutions n'est pas nouvelle pour nous. Depuis des années, c'est l'œuvre de tous les hommes qui respectent les autres hommes. Mais il est particulièrement pénible d'être obligé de défendre des révolutionnaires contre d'autres révolutionnaires.

Car ce qui nous réunit ici, c'est notre volonté d'affirmer devant le monde, et particulièrement au gouvernement espagnol, que nous entendons défendre les révolutionnaires d'Espagne.

Nous savons toute l'horreur, toute l'atrocité de la guerre d'Espagne. C'est une guerre moderne, une guerre de positions, où tous les moyens, toutes les tactiques, toutes les techniques sont mises en œuvre. Pour résister à la poussée fasciste, cette guerre exige au premier chef des sacrifices et de la discipline, malgré les idées sociales que l'on professera. La liberté demande pour être défendue avec efficacité, une organisation armée qui impose momentanément le sacrifice de certaines idées.

L'Espagne doit repousser Franco. C'est son premier but, car, tant que les armées fasciste, allemande, italienne et réaction-

naires espagnoles ne seront pas défaîtes, la révolution sera impossible.

Le premier but est donc de gagner la guerre. Mais pour cela il faut d'abord remplir les conditions indispensables qui assureront la victoire, et la première de ces conditions est l'unité des forces antifascistes.

Mais cette unité, il faut le dire, ne pourra pas se cimenter dans le sang des révolutionnaires. La victoire de l'armée républicaine est commandée par l'union, et pour atteindre cette union il ne doit pas y avoir de sang entre les hommes qui luttent.

Les révoltes se sont toujours évaporées quand ceux qui les ont faites se sont déchirés entre eux. Telle est la leçon de l'histoire qu'il ne faut pas oublier. L'Espagne a besoin de discipline, mais ce qui commande la discipline c'est l'union, et cette union est impossible s'il y a des cadavres d'hommes entre les forces, surtout quand ces cadavres sont ceux des combattants qui aux premières heures sont barbier, par leur héroïsme, la route au fascisme.

Nous luttons tous pour la justice.

Aujourd'hui, nous pouvons nous adresser au gouvernement d'Espagne et lui dire la nécessité de pratiquer cette justice, et de faire cesser une situation préjudiciable aux intérêts suprêmes de la Révolution espagnole.

Nous demandons que les antifascistes qui sont aujourd'hui des prisonniers, soient défaillant des combattants libres pour une Espagne que nous voulons libre ! Nous voulons que les prisonniers antifascistes soient rendus à la vie, à l'espérance et à l'action !

Notre meeting du 18 février a été plus qu'un succès. Ce fut un vrai triomphe.

Que d'attaques n'avions-nous pas subies, pourtant, avant le déroulement de cette manifestation ; depuis les calomnies de L'Humanité, jusqu'à la mise au point tortueuse du Populaire.

Mais S.I.A. répond à une telle nécessité, son action est appréciée à un tel point que, malgré toutes les malpropres coalitions, l'immense vaisseau qu'est le Gymnase Japy ne put contenir, vendredi, tous les protestataires accourus pour joindre leur voix à la nôtre.

Les officiels du Front populaire avaient pourtant tenté une diversion pour nuire un peu plus à notre meeting. Ils avaient organisé, le même soir, de grandes réunions dans les deux salles Wagram, où devaient parler des délégués de tous les pays, des politiciens des plus connus. Racamond et Cachin en étaient. L'Humanité, Le Populaire, Le Peuple avaient annoncé à grand fracas, en première page, les réunions. Malgré tout, elles échouèrent. Une seule des salles Wagram put être convenablement remplie.

Le Gymnase Japy faisant trois fois la grande salle Wagram, il ne nous est plus nécessaire d'insister pour démontrer que le peuple est avec la S.I.A., avec les opprimés contre les oppresseurs.

On doit comprendre, au-delà des Pyrénées, qu'il faut une large amnistie pour les révolutionnaires, pour ceux qui se sont battus dès les premiers moments, pour ceux qui veulent peut-être mourir, mais pas sous les balles de leurs camarades.

Séverine, qui a défendu tant de nobles causes, qui serait avec nous ce soir si elle vivait encore, disait que la justice était la chose la plus difficile du monde à rendre.

Elle en invoquait les symboles : la balance, le glaive, les Palais de Justice, et faisait remarquer la contradiction qu'il y avait entre ces symboles et la justice elle-même.

C'est la balance qui rend la justice, c'est le glaive qui frappe. Or, les plateaux de la balance sont, disait-elle, extrêmement fragiles, et le glaive est extrêmement lourd.

Les plateaux de la balance remuent au moindre vent, tandis que le glaive, lui, ne bouge pas. Et elle demandait que, puisqu'il en était ainsi, le glaive soit aussi léger que la balance elle-même.

Séverine, qui nous invoquons ce soir, pour ne pas s'en occuper ?

Seul un revirement est possible si un grand cri monte de la classe ouvrière, si la pensée du peuple éclate comme une lumière, rend la vue aux aveugles, et fait que nous parlions enfin comme il le faut.

Faites que ce cri s'élève et soit entendu ! Amnistie, liberté pour l'Espagne ! L'heure est venue que les grandes démocraties se mettent au service de la vérité et de l'humanité !

Aurèle PATORNI

« La révolution doit lutter contre les patries, contre les forces d'oppression, contre le capitalisme, pour la liberté de l'individu. »

Notre camarade Sébastien Faure n'ayant pu prendre part au meeting à cause de son état de santé, lecture fut donnée d'une lettre d'adhésion qu'il envoya, et le camarade Patorni prit la parole pour le remplacer.

A toutes les époques, dit-il, les hommes

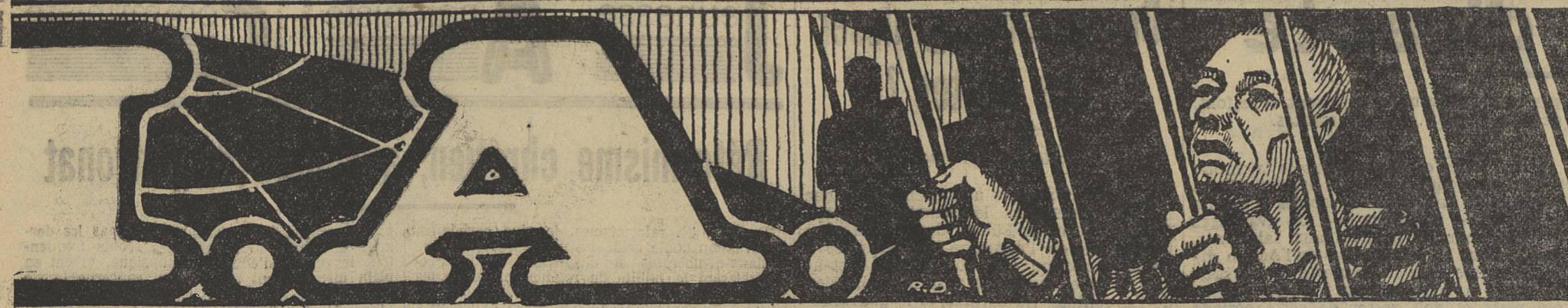
## L'ORDRE

Le Peuple de Paris, réuni sur appel de la S.I.A., dans la vaste salle du Gymnase Japy, pleine à craquer, adresse l'expression de sa fervente sympathie à tous les secteurs antifascistes espagnols en lutte contre Franco et ses commanditaires capitalistes.

Le Peuple de Paris, convié, ce 18 février, pour affirmer que l'UNION dans l'ACTION est seule susceptible de mettre le fascisme en déroute, prie la classe ouvrière internationale de s'imprégner de cette vérité et d'en faire une véritable charte.

Les auditeurs de Japy, appréciant le labou opiniâtre et surhumain de tout le peuple espagnol pour résister d'abord au fascisme et le vaincre ensuite, regrettent que certains partis antifascistes tentent d'imposer là-bas leur prédominance, mettant ainsi en péril tout ce que la vallance des miliciens et le travail du prolétariat espagnol ont conquis de haute lutte.

Les auditeurs de Japy,



SOLIDARIDAD INTERNACIONAL ANTIFASCISTA. — Secretaria : 26, r. de Crussol, Paris (11) - Tél. Roq. 73-96 - Chèq. Post. : Fauchier 596-03

Sabemos la pesada tarea del gobierno Negrín. Pero no creemos combatirlo al pedirle que respete la libertad, puesto que ha asumido la tarea enorme de luchar por la libertad de España y del mundo.

Georges PIOCH.

# acclamés par une foule immense de l'amnistie en Espagne

seurs, avec les prisonniers contre les geôliers, pour la liberté contre la tyrannie.

Que dire d'autre, sinon que les orateurs de Japy firent applaudir nos thèses et que l'idée d'une amnistie en Espagne rencontra l'adhésion chaleureuse de tous les auditeurs ? Nous demandons à nos lecteurs de lire attentivement les discours prononcés, dont nous publions, dans ces pages, de larges extraits. Ils y puissent des arguments qu'ils auront l'occasion d'utiliser souvent au profit de la S. I. A. et de sa propagande.

Il faut encore ajouter qu'un ordre du jour a été adopté, qu'une délégation de notre S. I. A. se rendra auprès du Gouvernement Negrín pour lui en faire accepter tous les termes, et pour déclarer aux travailleurs espagnols, au cours d'un grand meeting qui aura lieu à Barcelone, comment S. I. A. française entend que se pratique la solidarité en faveur de l'Espagne ouvrière.

René BELIN, Marceau PIVERT, Jean NOCHER, Louis LECOIN, Georges PIOCH ont déjà accepté de faire partie de cette délégation. Mais d'autres camarades sont pressentis, qui voudront sans doute se joindre aux premiers délégués.

Nous concluons en déclarant que l'amnistie en Espagne nous semble en bonne voie.

de cœur, les esprits indépendants ont considéré comme un devoir de lutter pour les opprimés et pour l'affranchissement de tous les individus. Mais si dans le passé cela était un devoir, c'est aujourd'hui une nécessité, car tous les hommes qui aiment la liberté sont en danger.

Le fascisme n'est pas seulement en Espagne, en Italie, en Allemagne. Il est aussi chez nous, il nous menace de plus en plus. Nous voyons la justice au service des plus forts, poursuivant les hommes libres. Le fascisme aussi a pénétré dans l'armée. L'armée française est aujourd'hui fasciste comme l'était celle de Franco la veille de son attaque contre le peuple d'Espagne. Les journaux antifascistes ne peuvent pénétrer dans les casernes, on en interdit la lecture aux soldats. Nous voyons que les officiers et les familles des officiers ont acheté des épées d'honneur pour les chefs fascistes. Tous ces gens sont prêts à nous faire subir le sort que subit actuellement l'Espagne.

Rien n'a été fait pour les empêcher. On aurait pu épurer l'armée, on ne s'en soucie pas. On nous parle du souffle républicain, mais les galonnés sont les valets du capitalisme, et on ne peut les transformer. Cependant, il reste la base, et puisque le souffle républicain ne peut rien faire sur les officiers, il faut que le souffle révolutionnaire passe sur les soldats. Le salut n'est possible qu'à cette condition.

## DU JOUR

s'adressant au gouvernement républicain espagnol, lui demandant de ne plus favoriser un secteur antifasciste au détriment des autres, de ne plus jeter en prison des hommes, des militants antifascistes, dont le seul crime est de se battre envers et contre tous pour la liberté.

Les auditeurs de Japy, désireux, au plus haut point, de faire en France le front révolutionnaire qui les rendra maîtres de leur destinée, apprendraient avec un réel soulagement que les antifascistes espagnols ont réformé le front de combat de juillet 1936 et que le gouvernement Negrín y a contribué en décrétant sans tarder l'amnistie générale pour tous les antifascistes emprisonnés.

Cette amnistie, par les conséquences heureuses qu'elle comporterait, équivaudrait à une bataille remportée contre Franco. Les auditeurs de Japy la réclament donc énergiquement avant de se séparer aux cris de : « UNION dans l'ACTION. »

Marceau PIVERT

« A travers les emprisonnés d'Espagne, c'est la

liberté et l'avenir du mouvement international que nous défendons. »

Je dois commencer, affirme Marceau Pivert, par faire une mise au point que je crois nécessaire. Je regrette que l'unanimité ne se soit pas faite au sein du Parti socialiste pour demander la liberté des combattants espagnols qui sont l'objet de persécutions. Mais si cette unanimité n'a pas pu se faire au sein d'un organe de direction, tout au moins avant de rentrer dans cette salle, ma section m'a-t-elle encore encouragé et assuré de son entière solidarité. Et j'ai la conviction que je parle ce soir non seulement au nom de ma section, non seulement au nom de la fraction révolutionnaire du Parti, mais encore au nom de tous ceux qui, dans le Parti, n'ont pas oublié le sens profond du socialisme.

Nous avons de la lutte contre le fascisme une conception particulière. Pour nous, lutter contre le fascisme c'est lutter pour la destruction du capitalisme. C'est dans ce sens que combat le S.I.A. Et nous le disons, car nous savons que le fascisme est inhérent au capitalisme, qu'il en est le fruit direct, et que ne pas le dire c'est tromper les masses. Il faut dire la vérité. Le plus grand service que nous pouvons rendre à notre cause commune est de toujours dire la vérité.

Et c'est la vérité que nous voulons dire au sujet de la situation interne de l'Espagne antifasciste. Car il y a des faits trop graves pour les passer sous silence. Il y a des faits comme l'accusation contre des fractions, contre tout un parti, d'être agents de Franco. C'est ce qui est arrivé au P.O.U.M. dont nous connaissons bien les militants.

Dans toutes les crises sociales, les

chistes poursuivis. Avant, on les traitait de provocateurs, d'instruments de la réaction, puis on les a glorifiés quand ils ont fait face au fascisme et lui ont barré la route, pour, à nouveau, les assassiner.

Le cas de Francisco Maroto est, à cet égard, des plus typiques. Il a toujours lutté comme révolutionnaire, tant sous la monarchie que sous Primo de Rivera. Il a été traîné sur les routes, par la garde civile. Et cependant, les patriotes staliniens se sont arrangés pour le faire condamner à mort. La condamnation est si monstrueuse que le tribunal lui-même a demandé la commutation de peine, et que le gouvernement a décidé la révision du procès.

Tel est le cas des cinq mille prisonniers antifascistes qui emplissent les geôles républicaines où ils sont gardés par les jésuites rouges.

Mais Francisco Maroto a été au moins jugé, tandis que de très nombreux militants de l'antifascisme subissent l'emprisonnement administratif et ne savent quand ils seront remis en liberté, si les y remet un jour. Ils bien non, nous protestons contre de tels actes comme nous protestons contre le militarisme, et nous voulons restituer à la révolution espagnole ses meilleurs combattants, quelle que soit leur couleur, parce qu'ils ont droit à la liberté, et parce que ce sont les meilleurs.

Camarades, il ne suffit pas de se proclamer antifascistes, il ne suffit pas de venir dans les meetings. Être antifasciste, ce n'est pas seulement applaudir un orateur, c'est, avant tout, agir quand on est sorti des meetings !

Il faut être toujours et partout actif. Il faut être uni dans la lutte. Si le fascisme a pu triompher en Italie, ce fut grâce aux divisions entre les forces d'opposition. Si la Révolution n'a pas eu lieu, si Hitler a pu triompher en Allemagne, c'est pour les mêmes raisons. Si Franco a pu attaquer en Espagne, ce fut aussi parce qu'on ne suit pas agir à temps et parce que la lutte entre groupements révolutionnaires favorisa son action négative.

Nous demandons, au nom de la S.I.A., de réunir toutes les forces qui luttent contre le fascisme. La lutte effective, voilà ce qui nous intéresse.

Au fascisme, il faut opposer la Révolution. La révolution doit lutter contre les patries, contre les forces d'oppression, contre le capitalisme, pour la liberté de l'individu, pour l'épanouissement de la collectivité. Sans cela, pas de civilisation véritable. Ce ne sont pas tant les progrès techniques qui nous intéressent, ce ne sont pas les grâces qui l'ont peut construire en Russie et en Espagne, mais la disparition des exploiteurs et des maîtres.

Marceau PIVERT

« A travers les emprisonnés d'Espagne, c'est la liberté et l'avenir du mouvement international que nous défendons. »

Je dois commencer, affirme Marceau Pivert, par faire une mise au point que je crois nécessaire. Je regrette que l'unanimité ne se soit pas faite au sein du Parti socialiste pour demander la liberté des combattants espagnols qui sont l'objet de persécutions. Mais si cette unanimité n'a pas pu se faire au sein d'un organe de direction, tout au moins avant de rentrer dans cette salle, ma section m'a-t-elle encore encouragé et assuré de son entière solidarité. Et j'ai la conviction que je parle ce soir non seulement au nom de ma section, non seulement au nom de la fraction révolutionnaire du Parti, mais encore au nom de tous ceux qui, dans le Parti, n'ont pas oublié le sens profond du socialisme.

Nous avons de la lutte contre le fascisme une conception particulière. Pour nous, lutter contre le fascisme c'est lutter pour la destruction du capitalisme. C'est dans ce sens que combat le S.I.A. Et nous le disons, car nous savons que le fascisme est inhérent au capitalisme, qu'il en est le fruit direct, et que ne pas le dire c'est tromper les masses. Il faut dire la vérité. Le plus grand service que nous pouvons rendre à notre cause commune est de toujours dire la vérité.

Et c'est la vérité que nous voulons dire au sujet de la situation interne de l'Espagne antifasciste. Car il y a des faits trop graves pour les passer sous silence. Il y a des faits comme l'accusation contre des fractions, contre tout un parti, d'être agents de Franco. C'est ce qui est arrivé au P.O.U.M. dont nous connaissons bien les militants.

Dans toutes les crises sociales, les

cela. Nous nous sommes retenus jusqu'à maintenant, mais l'heure est arrivée de dire que nous ne pouvons plus tolérer que des partis révolutionnaires entiers soient supprimés et leurs militants traités comme des fascistes.

Il faut prendre garde à l'emploi de certains procédés. Il y a danger à mettre en marche des moyens de dictature qui peuvent, à un moment donné, se retourner contre leurs auteurs. L'histoire nous offre bien des leçons à ce sujet. Nous combattions, nous, pour le principe de la liberté. A travers les emprisonnés d'Espagne, c'est la liberté et l'avenir du mouvement international que nous défendons.

Dans cette bataille que livre la S.I.A., tous peuvent prendre part, à condition de ne pas chercher à s'absorber, à se dominer, à condition de n'être poussés que par la seule puissance du sentiment de l'unité, sans chefs grands et bien aimés et en n'acceptant que la collaboration consciente du peuple.

Il faut agir, et vite, car le drame se déroule, et tous les jours la résignation semble augmenter devant la pénétration du virus de l'autorité. On prépare le peuple pour la guerre, on prépare une nouvelle saignée et ce sont ceux-là mêmes qui veulent étrangler la révolution espagnole qui mènent le peuple à la boucherie.

Ceux qui se servent de cette technique en seront demain les victimes. Les forces de réaction se retourneront alors contre

Georges PIOCH

« Nous avons le droit de dire au gouvernement espagnol, devant cette révolution qui est en train de manger ses meilleurs défenseurs, prenez garde ! »

Je dois d'abord, déclare Pioch, vous faire une communication. Les amis de La Flèche m'ont demandé de vous dire qu'ils adhéraient à ce meeting. Ils en ont le droit, car ils ont toujours défendu, par leur position, toutes les nobles causes de la liberté.

Et je veux m'occuper aussi de quelque chose ayant trait à notre réunion. L'Humanité a publié un article étrange. Il paraît que ceux qui sont ici nuisent à la cause de l'Espagne, qu'ils offensent le gouvernement espagnol et qu'ils sont les saboteurs du Front Populaire.

J'y répondrai pour ma part qu'on ne fait rien dans le mensonge et je veux croire pour le Front Populaire qu'il veut la vérité, qu'il ne la craint pas.

Nous connaissons les circonstances dramatiques que traverse l'Espagne, nous savons la lourde tâche du gouvernement Negrín. Mais nous ne croyons pas le combattre en lui demandant de respecter la liberté, puisqu'il a pris sur lui l'énorme tâche de lutter pour la liberté de l'Espagne et du monde.

Il ne peut pas s'offenser de ce que nous lui demandions la mise en liberté des prisonniers antifascistes. Il en est de ces prisonniers que je connais et qui me sont très chers. Ce sont les camarades anarchistes. Parce qu'ils ont apporté dans la lutte non seulement l'ardour qui leur est propre, la générosité qui leur est naturelle, mais aussi une somme de sacrifices que personne autant qu'eux n'a consentie.

Je me souviens d'eux, j'en garde d'inoubliables souvenirs. J'ai parlé, il y a sept ans, à Barcelone, devant un auditoire trois fois plus grand que celui-ci. Il y avait parmi nous Durruti, Ascaso, Jover, et la dernière petite-fille de Francisco Ferrer. J'ai eu ce jour-là, plus de jeunesse que j'en ai jamais eue dans toute ma vie.

Ces hommes ont lutté les premiers aux jours de l'attaque fasciste. Mais ce n'était pas l'Espagne, ce n'était pas leur patrie, qui avait été martyre pour eux, qui ils défendaient : c'était la liberté, c'était leurs rêves de fraternité humaine pour lesquels ils avaient déployé l'action de toute leur existence. Ils luttèrent pour cette devise qui est la nôtre et que nous répétons toujours : « Faites des hommes indépendants ! »

Je me le rappelle, et je me rappelle aussi d'une autre figure, douce, celle-là, figure de rêveur, d'intelligence illuminée : Camille Berneri. Berneri, qui fut aussi victime de persécution, qui fut mort pour son combat. C'est une misère, mais c'est aussi un avantage, car elle ne s'est pas usée, elle ne s'est pas corrompu dans nos démocraties. Elle arrive à sa révolution presque neuve, presque vierge.

Elle n'existe pas dans le concert européen, et c'est peut-être elle qui aura l'honneur de donner au mot de révolution un sens vrai et précis.

Il faut être femmes, intégralement. Vous avez ainsi un beau rôle à remplir. Les hommes ont besoin de vous ; ils se sont égarés, vous devez leur montrer le chemin de la vie ! Soyez les anarchistes du genre humain ! Vous qui donnez la vie, vous devez la défendre, vous devez lutter pour la conserver. La guerre menace, soyez femmes, soyez femmes, conservez l'existence, luttez contre ce crime qui ne laisse rien derrière lui !

## NUESTRO MITIN

Decimos francamente que el éxito de ese mitin nos ha sorprendido. Como ocurre casi siempre, fuimos objeto de sabotaje. Los carteles en parte han sido destruidos, y cierta prensa nos atacó previamente sin nobleza. A pesar de todo, la sala Japy resultó demasiado pequeña para dar cabida a cuantos hombres y cuantas mujeres acudieron. Buena parte debió quedar afuera. Podemos calcular en diez mil personas las que escucharon los oradores.

No haremos ninguna comparación, ninguna discriminación sobre lo que fué dicho. Los discursos se comentan por si solos. Lo que vale por encima de todo, es que el gobierno Negrín, y sobre todo los que ejercen sobre él un odiooso chantaje porque suministran a precios de oro municiones, al mismo tiempo que venden petróleo a los países fascistas, para que estos puedan maniobrar contra nosotros, sus tanques y bombardear nuestras ciudades con sus aviones, sepan que sectores como la C.G.T. francesa, el Partido socialista, la Unión anarquista, la Asociación J.E.U.N.E.S. o los intelectuales independientes protestan de lo que allí ocurre y piden que, en nombre de la lucha antifascista, esto termine cuanto antes.

¿Escuchará el gobierno estas voces sinceras? ¿Hará caso a la comisión que nos nombrada para obtener, en nombre del antifascismo, la libertad de los antifascistas? Es de esperarlo. No quisieramos gastar tiempo, energías y tinta en ocuparnos de estas cosas. En momentos tan graves como los actuales, todos deberíamos poder centrarnos exclusivamente contra el fascismo. Pero, la triste verdad es que son muchos los antifascistas que lo son a condición de que el pueblo salga perdiendo todas sus conquistas, a un precio de oro misiones, al mismo tiempo que venden petróleo a los países fascistas, para que estos puedan maniobrar contra nosotros, sus tanques y bombardear nuestras ciudades con sus aviones, sepan que sectores como la C.G.T. francesa, el Partido socialista, la Unión anarquista, la Asociación J.E.U.N.E.S. o los intelectuales independientes protestan de lo que allí ocurre y piden que, en nombre de la lucha antifascista, esto termine cuanto antes.

Una révolution vient, qui a commencé en Espagne. C'est une révolution pour libérer l'individu, non pour mettre les hommes en troupeaux et les faire marcher sous des drapeaux, car tous les drapeaux sont signe d'esclavage.

L'esclavage imposé n'est pas le pire qui puisse arriver à l'homme. Quand l'esclave ne se révolte pas à son sort, il a commencé à se sauver. Mais il n'y a pas de salut, il n'y a plus d'espoir quand l'esclave est content de son sort, quand, comme ces soldats polonais, il chante la liberté de ne pas être libre.

No es posible ignorar la importancia de un acto de esta magnitud. Esperamos que el gobierno lo comprenda. Esperamos también que ése será el último mitin, el último paso de esta clase que hayamos de dar. La situación no es tan brillante en España para que, junto a la avalancha fascista que, cuando, escribimos estas líneas, amenaza seriamente Teruel, tengamos que ocuparnos de la reacción interna.



## PARIS-BANLIEUE

## PARIS-NORD

La réunion constitutive du Secteur Nord a lieu ce soir, jeudi 24 février, à 20 h. 30, petite salle Tréaigne, 7, rue de Tréaigne. Présence indispensable des adhérents de ce secteur.

## PARIS-NORD-EST

Réunion du Secteur Nord-Est, samedi 26 février, à 24 heures, restaurant de la solidarité, rue de Meaux. Les groupes et les adhérents individuels des 10<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> arr. et d'Antibes, La Courneuve, Pantin et Bobigny devront être présents.

## ASNIERES

Nous avons fait une bonne réunion vendredi 18 février avec « Pourquoi nous ne tendrons jamais la main aux catholiques » ; près de cent personnes y assistaient. Malgré les invitations faites par écrit au curé et aux témoins du parti communiste, aucun contradicteur ne s'est présenté ; cela est regrettable. Mais ce fut une bonne soirée tout de même, l'ambiance amicale de l'auditoire, son intérêt nous présagent quelque chose de meilleur. Après la réunion, fut voté un ordre du jour de protestation contre l'emprisonnement de Douleur, de Loral et des camarades victimes de la répression policière.

## AULNAY-SOUS-BOIS

Le groupe, désirant essouffler sa propagande, fait un appel pressant aux camarades lecteurs et sympathisants pour qu'ils viennent œuvrer avec nous. Les événements nous permettent plus au vrai révolutionnaire de rester dans l'expectative ; devant la trahison des politiciens de tout poil, venez, camarades, dans la grande famille anarchiste, pour préparer ce qui se produira demain : La révolution sociale. — Le Groupe.

## BOULOGNE-BILLANCOURT

Il ne faut pas que l'absence involontaire de notre camarade Viroz désagré notre groupe, mais, au contraire, elle doit le renforcer. A cet effet, tous les copains assisteront à la réunion du mardi 1<sup>er</sup> mars.

## Ordre du jour :

1<sup>er</sup> Recréation du bureau ;  
2<sup>me</sup> Organisation d'une grande fête de nuit de la S.I.A. ;

3<sup>me</sup> Vente de masse du « Libertaire ». Présence indispensable de tous et particulièrement de Petit.

## CHAMPIGNY

Nous assistons depuis un certain temps, dans notre localité, à des séries de réunions publiques d'information, ou assemblées populaires, où des orateurs déploient leur éloquence pour convaincre les masses trompées depuis juillet 36.

La dernière fut organisée par le parti communiste français, M. Aufret y barba son auditoire pendant une heure et demie, en faisant rebondir sur d'autres l'augmentation des transports, etc. Il termina son exposé lors de l'arrivée du grand cardinal Mgr Duclos. Inutile de dire que ces assemblées ne sont pas contradictoires. Et, malgré leur profond esprit d'unir les ouvriers, on a pu voir, lorsque un membre du parti S.F.I.O. a demandé d'apporter quelques suggestions, la foule fanatico, empêcher l'orateur de parler, par ses hurlements. Nous avions l'intention d'intervenir et de demander des éclaircissements sur la politique suivie par le P. C., tant en France, qu'en Espagne et en Russie. Mais nous n'avions pu, et pour cause !

Nous informons les ouvriers campinois que le 11 mars, à 20 h. 30, à la maison des syndicats, 8, rue Josephine, notre groupe d'éducation et d'action libertaire organise une réunion publique et contradictoire, et nous nous faisons un plaisir d'accorder à quiconque la possibilité d'exprimer. — Le Groupe.

## COLOMBES

Retenez cette date : « Samedi 27 février », GRANDE SOIREE ARTISTIQUE suivie de bal de nuit, avec le concours assuré de :

Charles d'Avray dans ses œuvres ; Henri Guérin dans les œuvres de Gaston Coute ; Aurèle Patorni dans ses œuvres ; Marga Tozi, de la « Vache enragée » ; Noëlle Vergès, des cabarets montmartrois ; René Beumetti, garde champêtre de la Commune libre de Montmartre ; Nadien Mazer, des cabarets Montmartrois ; Georges Quay, du Caveau de la République ; Roger Tocino, de la « Vache enragée ». Au piano d'accompagnement, Mme Capaumont.

Grand bal de nuit, avec le concours du « Tourbillon Jazz ». Grande tombola gratuite. Billet de participation, 0 fr. 95. Entrée : 6 billets ; chômeurs, 3 billets.

## GENTILLY

Où sont les diviseurs ?

La S.I.A. de Gentilly organisait le 16 février une conférence filmée avec deux orateurs : un socialiste et un anarchiste. Cela ne plait pas aux dirigeants communistes locaux qui firent recourir systématiquement notre premier affiche et ensuite, le soir de la conférence, firent distribuer à 100 mètres de la salle, des tract de mise en garde contre la S.I.A. qui fut présentée comme un organisme de division fondé par des minorités de la C.N.T. et de l'U.G.T. en Espagne, etc., etc...

Les camarades allèrent trouver les distributeurs et leur montrèrent le rôle néfaste qu'en leur faisait remplir. Ils avouèrent, honteux de leur triste besogne, qu'ils n'avaient pas lu ce fac-similé et, pour cause : l'un d'eux, un camarade algérien ne sachant pas lire, croyait que les tract distribués invitaient la population à la réunion. C'est ainsi que l'on abuse de la bonne foi des ouvriers. Ce sont les anarchistes qui sont les diviseurs ! Quel jésuitisme !

Les orateurs Jaquier du P.S. et Patorni, remercièrent les choses au point, et expliquèrent que c'étaient la C.N.T. avec l'unanimité de ses 170000 membres et la formidable majorité de l'U.G.T. qui en groupe autant, qui avaient fondé S.I.A., et que, malgré le sabotage des communistes, S.I.A. était en pleine croissance avec, déjà, des réalisations à son actif qui sont garanties de son avenir. Ils engagèrent les auditeurs à se grouper au-dessus des chapelles et des partis, pour seconder nos camarades révolutionnaires espagnols dans leur lutte, et à s'unir tous pour une solidarité collective comme ils le sont la-bas pour la lutte libertaire. C'est l'œuvre de S.I.A. ; donc il ne faut pas s'endormir ; prenez vos cartes, faites cinsuler des listes de souscription ; collectez les dons de toutes espèces, et n'oublierez pas que le sort des vallants lutteurs espagnols dépend pour une bonne part des résultats de la lutte que nous devons mener contre notre propre impérialisme et ses représentants de toutes obédiences.

La soirée a laissé un bénéfice net de : 252 fr. versés immédiatement à S.I.A. — Berger.

## NOISY-LE-SEC

La semaine dernière, le Secours populaire de France organisait dans notre quartier de la Boissière une réunion publique de propagande, et quelques-uns de nous décidèrent d'apporter la parole anarchiste. Il est à remarquer qu'au temps où cette organisation s'appelait le Secours rouge international, sa section était forte de 120 adhérents, alors qu'aujourd'hui, 54 membres seulement y adhèrent. A la réunion, il y avait quarante auditeurs. Le citoyen Brun, délégué régional, est venu nous parler de l'œuvre accomplit par l'organisation lors de la catastrophe de Saint-Chamas et des inondations du Midi ; il nous ait les remerciements du préfet, nous dit un mot sur les bagnes d'enfants, un mot sur les cagoulards, d'accord avec

l'étranger, un couplet sur l'aide apportée par le Secours à des victimes du fascisme, un sur l'affaire de Chine. Ensuite, le gros morceau : l'affaire d'Espagne, et une forte critique, sur l'œuvre de la S.I.A., et son meeting de Jap. Nous réclamâmes la parole pour un de nos camarades. Après une mise au point, celui-ci abordant la question des emprisonnements espagnols, montre son véritable tour l'action néfaste du parti communiste, la répression des assassinats, etc. Le délégué ne contre-redit rien, et un vaste ordre du jour sur la révolution fut présenté à l'assemblée. Ce fut en vérité, une bonne soirée de propagande pour nous. D'ailleurs, nous ne nous en tiendrons pas là, car un groupe de la S.I.A. est en formation. — Paul Fournier.

## ORLY

Un bon exemple de sectarisme syndical des amis de la main tendue

Dans cette commune réputée rouge, les amis de la main tendue se permettent de refuser une carte de syndicat à un copain, membre de l'U.A., sous le prétexte qu'il aurait rendu service à un ami. Ces bons communistes suivent l'exemple donné par le camarade Maurice (faites ce que je dis et pas ce que je fais), ils ne disent pas que leur titre de militant leur donne le droit de travailler le samedi pour de sol-saint copains. Il est vrai que tous les responsables intersyndicaux ont la priorité des emplois communautaires, quand besoignent de chômeurs vraiment bien travailler.

De plus, pour une municipalité rouge, les grands dirigeants communistes, après avoir promis monts et merveilles, et pendant six mois, avoir endormi leurs électeurs, commencent à se dévoiler, et, sous prétexte d'économies, suppriment les bons de charbon aux chômeurs ; c'est le commencement de leur dictature prolétarienne.

Ca promet et donne à réfléchir pour l'avenir. — Le groupe d'Orly.

## VOIX DE PROVINCE

## AMIENS

L'Union Sacrée est réalisée du sabre au goupillon, de la fauille au martreau !

Si nous autres anarchistes nous sommes traités de fascistes rouges, les Croix de feu et les catholiques (fascistes blancs) jouissent, de la part des communistes, d'un traitement spécial. Les temps sont révolus où les communistes clamaient que les principes sociaux du christianisme sont des principes de catarsis et que le prolétariat révolutionnaire ne peut les admettre. Devenus en commissions, l'on se demande par quoi ils vont terminer.

Hier à Montfermeil (S.-et-O.), un comité d'action contre la vie chère a été formé et réuni, outre le Parti communiste, le Parti social français, le Parti populaire français, l'Association républicaine des anciens combattants, etc. Un meeting commun est projeté pour dénoncer les fauteurs de la vie chère.

A Lille, « L'Enchainé », organe du parti communiste, a souligné dans son numéro du 17 décembre 1937 l'initiative prise par la section lilloise de ce parti pour venir en aide aux malheureux de la ville. En effet, le parti communiste a demandé à toutes les organisations lilloises d'agir en commun, et un tract a été envoyé à tous les groupements ouvriers et partis politiques du Front populaire, ainsi qu'aux curés de toutes les paroisses de la ville.

A Amiens, un comité d'honneur des chômeurs a été créé pour l'arbre de Noël des déshabillés, et ce comité comprend le sieur Gozon, préfet de la Somme ; l'évêque d'Amiens, Mgr Martin ; le député communiste d'Amiens, Catelas ; le général Corap et le maire d'Amiens, Lecointe. A cette cérémonie, tous se congratuleront de mots aimables.

Demain d'autres comités, peut-être d'un autre genre, se formeront dans d'autres villes ; il est l'heure, pour nous anarchistes, d'ouvrir l'œil. N'oublions pas que l'ennemi est chez nous ; et qu'ils sont tous à mettre dans le même sac. — Ch. Legry.

## CHAUMONT

## Lutte antireligieuse

Il existe à Chaumont une section de la Libre pensée. Il est évident que cette organisation a un travail sérieux à entreprendre devant la rerudescence d'activité catholique, apostolique et romaine dans tous les domaines.

Nous anarchistes, nous pensons qu'il ne faut pas négliger la lutte antireligieuse ; il y a beaucoup à faire, et surtout un travail d'éclaircissement vis-à-vis des masses, intoxiquées et subjuguées par les pontifes de toutes les églises. Mais, comme nous sommes curieux par essence et par nature, nous serions très heureux de constater une véritable activité des communautés stalinistes dans ce mouvement. Nous pensons qu'il est difficile à un communiste stalinien de condamner la politique de la main tendue (aux catholiques) avec les conceptions de lutte de la libre pensée. Pour nous libertaires, notre appui ne sera pas déduit à tout mouvement d'émancipation. A ce sujet, les responsables de la libre pensée envisagent-ils l'épreuve de leur mouvement ? ou le naufrage habituel des nacos qui rentrent dans les organisations pour y semer la discorde entre les adhérents. Exemple sur le

plan local le « chef génial communiste Champion » qui demande son adhésion ; dans quel but ?

Nous espérons que le mouvement de la libre pensée entend surtout faire œuvre utile, et non point le jeu de Staline et de ses valets. — Pour le groupe : Gare.

## LYON - J.A.C.

Vendredi 25 février, à 20 h. 30, Café Tonin, 212, rue de Crémieu, place Voltaire, avec le cours de Casbron et de Lavarel, grande réunion publique et contradictoire sur : Ce que veulent les anarchistes.

Jeunes travailleurs, ne manquez pas !

## DANS LA REGION LYONNAISE

## Nos groupes d'usines

J'ai indiqué dans l'avant-dernier numéro du « Libertaire » la nécessité de constituer dans notre région des groupes anarchistes d'usines, du même degré que ceux qui fonctionnent dans la région parisienne. Que d'objections sont soulevées par certains camarades contre ces groupes d'usines ! Les uns voient là une tentative de bolchevisation de notre propagande. D'autres une négation de l'indépendance du syndicalisme, telle que nous la préconisons. D'autres encore, adhérents à la C.G.T. et S.R. (dont les sections minuscules ne sont, en fait, que des groupes anarchistes d'entreprises), se refusent absolument à un tel projet. Ces objections ne tiennent absolument pas devant la réalité. Tous les partis politiques constituent des sections dans les usines : anarcho-syndicalistes et radicaux-socialistes, cellules cellulaires, et trotskystes, rivalisant à qui mieux mieux et parvenant à capter la confiance des ouvriers. Et nous-mêmes, pendant ce temps-là, assez nombreux mais désorganisés, nous nous contentons de militer en francs-tireurs, et ce fait nous pénalise lamentablement alors que nos adversaires de toutes nuances progressent peu ou prou.

Je suis respectueux des décisions de notre dernier congrès et pense que seuls les groupes d'usines doivent être cellulles de base de notre organisation. Mais néanmoins, les groupes d'usines sont indispensables en tant que groupes de propagande pour accentuer notre pénétration dans les masses ouvrières, pour interpréter les faits se déroulant dans les usines et démontrer que seule notre doctrine conduira le prolétariat à son émancipation totale. Il ne s'agit pas, comme certains le prétendent, de noyer les syndicats, mais de faire notre propagande spécifique sur le lieu du travail, propagande qui au contraire minoritaire syndicaliste ne peut faire à notre place. La C.G.T. et S.R. ne groupent qu'une seule tendance peut sans doute faire de la propagande plus ou moins anarchiste, mais elle est coupée des masses par le fait même de son existence antiunitaire sur le plan syndical. D'autre part, de nombreux camarades lecteurs du « Libertaire » et sympathisants à l'U.A. ne peuvent assister le soir aux réunions du groupe local pour diverses raisons, et nous perdons ainsi une certaine quantité d'adhérents qui ne demanderaient qu'à venir renforcer notre Union anarchiste.

Le travail pratique des groupes d'usines est important et tout à fait indépendant de celui des minorités révolutionnaires de la C.G.T. Difuser notre organe, le « Libertaire », et celui des groupes d'entreprises qui va paraître, « L'Exploité », ainsi que des brochures de propagande. Organiser des réunions à la sortie des boîtes où nous préconisons les solutions anarchistes devant les problèmes actuels. Et devant la guerre qui menace, que d'action à envisager dans les usines de la métallurgie !

Camarades, souvenez-vous que si les anarchistes n'ont pas joué un rôle important dans les événements sociaux du passé, la principale cause est leur manque d'organisation. Ne coupez plus les cheveux en trente-six morceaux. Une propagande utile doit s'amorcer dès à présent dans nos ateliers. Et je prie les nombreux amis, qui militent isolément dans les boîtes et les chantiers de venir me voir le vendredi à 20 heures 30, à la réunion du groupe de l'U.A. 212, rue de Crémieu. Ensemble, nous examinerons les moyens de former nos groupes d'entreprises et le matériel nécessaire : cartes, timbres, journaux, etc., sera à leur disposition. Que chacun se mette au travail pour le plus grand bien de l'Union anarchiste et de l'idéal qu'il représente.

M. Lavarel.

## MARSEILLE (Gérald)

Le groupe Gérald, dans sa réunion d'information du jeudi 16 courant, a constaté, au moyen des cahiers de statistique, la progression lente, mais constante de la vente du « Libertaire » dans les kiosques de la ville.

Le groupe est heureux de constater que, depuis sa fondation — avril 1937 — il a vendu à la crise 6650 « Libertaires », 557 francs de brochures, fait 14 nouveaux abonnés, créé deux importants dépôts ; il contrôle et régularise la vente et le paiement des kiosques et fournit à ses trésoriers de nouveaux kiosques de quartiers.

Les membres du groupe, heureux de bons résultats promettent de faire encore mieux à l'avenir et décident d'augmenter leur rayon d'action. Trois nouvelles équipes sont constituées. Méthode dans l'action est toujours notre devise.

— Les responsables du « Libertaire » pour Marseille : Paul, Roger, Nicolas, Pascal, Claude, Maurice, Henri.

— Les responsables du « Libertaire » pour la Marseillaise : Paul, Roger, Nicolas, Pascal, Claude, Maurice, Henri.

— Les responsables du « Libertaire » pour la Côte d'Azur : Paul, Roger, Nicolas, Pascal, Claude, Maurice, Henri.

— Les responsables du « Libertaire » pour la Provence : Paul, Roger, Nicolas, Pascal, Claude, Maurice, Henri.

— Les responsables du « Libertaire » pour la Corse : Paul, Roger, Nicolas, Pascal, Claude, Maurice, Henri.

— Les responsables du « Libertaire » pour la Tunisie : Paul, Roger, Nicolas, Pascal, Claude, Maurice, Henri.

— Les responsables du « Libertaire » pour la Libye : Paul, Roger, Nicolas, Pascal, Claude, Maurice, Henri.

— Les responsables du « Libertaire » pour l'Algérie : Paul, Roger, Nicolas, Pascal, Claude, Maurice, Henri.

— Les responsables du « Libertaire » pour la Tunisie : Paul, Roger, Nicolas, Pascal, Claude, Maurice, Henri.

— Les responsables du « Libertaire » pour la Tunisie : Paul, Roger, Nicolas, Pascal, Claude, Maurice, Henri.

— Les responsables du « Libertaire » pour la Tunisie : Paul, Roger, Nicolas, Pascal, Claude, Maurice, Henri.

— Les responsables du « Libertaire » pour la Tunisie : Paul, Roger, Nicolas, Pascal, Claude, Maurice, Henri.

— Les responsables du « Libertaire » pour la Tunisie : Paul, Roger, Nicolas, Pascal, Claude, Maurice, Henri.

— Les responsables du « Libertaire » pour la Tunisie : Paul, Roger, Nicolas, Pascal, Claude, Maurice, Henri.

— Les responsables du « Libertaire » pour la Tunisie : Paul, Roger, Nicolas, Pascal, Claude, Maurice, Henri.

— Les responsables du « Libertaire » pour la Tunisie : Paul, Roger, Nicolas, Pascal, Claude, Maurice, Henri.

